

La production identitaire dans le Tadjikistan post- conflit : état des lieux

The construction of identity in post-conflict Tajikistan: an overview

Antoine Buisson et Nafisa Khusenova



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/asiacentrale/1393>
ISSN : 2075-5325

Éditeur

Éditions De Bocard

Édition imprimée

Date de publication : 12 décembre 2011
Pagination : 97-132
ISBN : 978-2-84743-041-7
ISSN : 1270-9247

Référence électronique

Antoine Buisson et Nafisa Khusenova, « La production identitaire dans le Tadjikistan post-conflit : état des lieux », *Cahiers d'Asie centrale* [En ligne], 19-20 | 2011, mis en ligne le 01 janvier 2012, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/asiacentrale/1393>

La production identitaire dans le Tadjikistan post-conflit : état des lieux

Antoine BUISSON et Nafisa KHUSENOVA

Introduction

Avec la proclamation de son indépendance le 9 septembre 1991 et l'implosion de l'URSS au mois de décembre suivant, le "pays des Tadjiks" fait son apparition sur la scène internationale et décline son identité. Sa cohésion fera long feu puisque le Tadjikistan sombre dès mai 1992 dans une guerre civile dont l'enjeu est éminemment politique et économique : l'accès au pouvoir et aux richesses que se disputent différentes factions politiques. Il faut attendre juin 1997 pour que des accords de paix soient signés et encore quatre années pour que la stabilité revienne à Douchanbé. Est-ce là le symptôme d'une crise identitaire ?

L'échec du nationalisme tadjik (Akbarzadeh 1996), ou du moins la faiblesse du sentiment identitaire, est souvent présenté comme un élément explicatif de ce conflit fratricide. Les causes sont, bien sûr, plus complexes et doivent notamment être cherchées du côté du positionnement de différents groupes d'acteurs dans un contexte de type colonial¹. Au moment de l'indépendance, trois facteurs fragilisent le sentiment d'appartenance à une identité tadjike, qui bénéficiait d'une revalorisation depuis la fin des années 1970 par l'intelligentsia littéraire républicaine. Le premier est la prégnance du localisme : le lieu de naissance, la région d'origine servent de référent identitaire majeur, au détriment d'une affiliation primordiale à la nation. Le second facteur est une conception transnationale de l'identité, qui inclut des références aux centres culturels historiques

Doctorant en sociologie politique à l'EHESS Paris, Antoine Buisson a notamment publié « Tadjikistan. Ismoil I^{er} et la dynastie des Samanides, des mythes fondateurs » (Le courrier des pays de l'Est n° 1067, 2008) et « State-Building, Power-Building, and Political Legitimacy: The Case of Post-Conflict Tajikistan » (The China and Eurasia Forum Quarterly vol. V n° 4, 2007).

Nafisa KHUSENOVA est diplômée de l'Institut français de géopolitique et de l'EHESS (niveau Master) et s'est spécialisée sur les questions de l'identité nationale et de la migration de travail au Tadjikistan. Elle a publié « Migrations de travail du Tadjikistan en Russie et leur féminisation » (in Dynamiques migratoires et changements sociétaux en Asie centrale, Paris, Pétra, 2010), article actuellement sous presse en anglais.

¹ Pour une discussion à ce sujet, cf. Dudoignon (1994b).

tadjiks en Ouzbékistan (Samarcande et Boukhara), à la langue et à la culture iraniennes (englobant l'Iran et l'Afghanistan), aux Tadjiks vivant en dehors du pays dans les autres Républiques d'Asie centrale et en Afghanistan. Le troisième facteur tient à ce que les minorités nationales – ouzbèkes, kirghizes, tatares et russes notamment – peinent à se reconnaître dans un discours identitaire fondé sur le critère ethnique tadjik. La société de la fin des années 1980 reste, de fait, fractionnée, laissant d'autant plus de place au localisme.

La guerre civile, au bilan humain catastrophique², aggrave cette situation en compromettant la volonté de vivre ensemble dans le cadre du nouvel État indépendant et en renforçant le localisme identitaire au détriment du sentiment national. Sur la base des accords de paix, le gouvernement doit toutefois s'atteler à la reconstruction de l'État et de la nation, soit de la communauté politique, afin de légitimer son pouvoir. Cela passe par un nouveau projet identitaire et politique, censé combler le vide idéologique laissé par l'effondrement de l'Union soviétique et donner un sens nouveau, solide et cohérent, à l'État-nation. Autrement dit, il lui faut dépasser les trois obstacles du localisme, du hiatus entre références transnationales et territoire hérité en 1991 et du primat donné à l'ethnie dominante dans une société multiethnique.

Reprenant les principes ethnique et linguistique élaborés par les Soviétiques, la stratégie identitaire du gouvernement mise sur un nationalisme ethnique qui inclut les Pamiris et s'efforce d'intégrer les minorités nationales par l'appartenance citoyenne. Elle tente en outre d'ancrer l'identité dans les limites des frontières érigées en 1924-1929, tout en préservant les références paniraniennes. Cette orientation permet de se démarquer de l'influence turcique par une recherche d'ancienneté et, en combinant laïcité, zoroastrisme et aryanisme, a également pour but d'empêcher que l'islam ne tienne une place exclusive ou trop importante dans l'identité nationale. Cette stratégie s'accompagne de la constitution d'un patrimoine culturel commun qui exige d'identifier les grands ancêtres, de fixer la langue nationale, d'écrire et d'illustrer l'histoire nationale, de décrire et de peindre le paysage national, de muséographier le folklore, de composer les musiques nationales, dans la continuité de la période soviétique.

Dans quelle mesure la redéfinition officielle de l'identité nationale au Tadjikistan est-elle opératoire et représente-t-elle un facteur d'intégration et de cohésion efficace ? Répondre à cette question requiert de confronter la théorie à la réalité, le discours aux pratiques, la conception identitaire des autorités aux représentations identitaires des citoyens. Nous verrons alors que de nombreux décalages et paradoxes apparaissent.

² Le nombre de victimes oscille, selon les estimations, entre 60 000 et 100 000 personnes, quelque 600 000 (un dixième de la population) ont été déplacées et 80 000 nationaux ont fui le pays (International Crisis Group 2001).

Cette étude se structure en deux parties. Réalisée au cours d'un séjour au Tadjikistan entre mars et juin 2006, elle s'appuie sur des enquêtes menées auprès d'intellectuels (académiciens, historiens, philologues, écrivains), d'artistes (poètes, peintres), d'étudiants de l'Université nationale d'État de première et deuxième années, de Pamiris et de membres de minorités nationales (Tatars, Ouzbeks), sous forme d'entretiens personnalisés et de questionnaires³.

Entre continuité soviétique et innovations, un équilibre identitaire difficile à trouver

La mise en place d'une stratégie de (re)construction de l'identité nationale demande du temps, d'abord en raison du contexte général d'instabilité politique chronique qui perdure jusqu'en 2001⁴, et de crise économique, mais aussi en raison des hésitations concernant l'héritage idéologique soviétique, âprement discuté au sein de l'intelligentsia. Ainsi, la formulation de l'identité nationale a varié en fonction du recrutement des élites intellectuelles par le pouvoir. Dans un premier temps, l'intelligentsia des linguistes et philologues issue en grande partie du mouvement *Rastokhez*⁵ jouit d'une grande influence et donne au gouvernement une orientation paniranienne. Elle est toutefois progressivement concurrencée par une intelligentsia plus politique et nationaliste, ainsi que par une élite islamiste, incluse pendant un temps dans le gouvernement suite aux accords de paix (Šozimov 2003, pp. 166-167).

Cette coexistence des intelligentsias paniranienne et nationalo-politique dans les cercles de conseil du gouvernement explique peut-être

³ La méthodologie sera précisée dans la deuxième partie de l'article.

⁴ Après la signature des accords de paix, la situation militaire et politique reste instable dans le pays pendant plusieurs années. Rahmonov, président depuis 1994, réussit à éliminer les menaces militaires directes émanant de chefs de guerre de son propre camp et à se faire réélire en 1999. Mais le gouvernement central ne contrôle pas encore tout le territoire, même après les élections parlementaires de 2000 qui mettent fin à la période de transition, coïncidant avec un gouvernement de coalition, prévue par les accords de paix. Les derniers chefs de guerre de l'Opposition tadjike unifiée (OTU) réfractaires aux accords, Mullo Abdullo et Rahmon Sanginov, sont neutralisés en 2000 et 2001 ; les groupes paramilitaires ne disparaissent des rues de Douchanbé qu'en 2001 (d'après nos observations personnelles).

⁵ Le mouvement populaire *Rastokhez*, dont le nom persan signifie à la fois "résurrection" et "renouveau", fut fondé le 14 septembre 1989 par l'économiste Toher Abdudjabbor Nekzod (d'Ašt, au sud de la province de Leninabad) et le journaliste et homme politique Otahon Latifi (de Pendjikent). Il posa les prémices d'une opposition organisée au Tadjikistan en s'efforçant de fédérer les divers clubs et associations apparus à la faveur de la perestroïka autour de sentiments nationalistes et anti-nomenklaturistes. Il s'engagea ainsi pleinement dans la revalorisation de l'identité tadjike et la promotion de réformes politiques et économiques. Sa survie politique fut compromise par les manifestations de février 1990 qui, après avoir été violemment réprimées par le gouvernement, entraînèrent un schisme parmi l'intelligentsia d'opposition et la défaite du mouvement aux élections parlementaires de mars 1990 (Dudoignon 1994a, p. 138 ; Dudoignon 1994b, p. 89).

au moins en partie la tension qui existe dans la définition de la “tadjikité”, en tant que fait identitaire et politique, entre deux tendances, l’une ethnique et l’autre territoriale⁶. Culturellement, linguistiquement et ethniquement, l’identité dépasse le territoire actuel et inclut l’héritage iranien. Politiquement, elle se limite au territoire du Tadjikistan.

Une conception identitaire politiquement centrée sur le territoire

Dans leur entreprise de construction nationale, les autorités tentent un glissement entre le concept soviétique de *nacional’nost’* (“nationalité” en russe) et celui de nation au sens européen du terme. L’identité nationale est toujours fondée sur la langue et sur l’ethnie, comme elle l’était dans la conception européenne des XVIII^e et XIX^e siècles (Thiesse 1999, p. 67)⁷, même si cette base est complétée par d’autres critères culturels, à savoir les traditions, les coutumes et le patrimoine culturel. Ainsi, la nation tadjike repose aujourd’hui, comme la “nationalité” à l’époque soviétique, sur une équation de quatre éléments :

Un peuple, une langue, un territoire, un État, sublimés par un élément déterminant de différenciation, celui de vocation ou d’esprit national, de *Volksgeist*, qui aura tendance à diverger autant que possible d’une “nation” à l’autre (Dudoignon 1993, p. 90).

La reprise de la conception soviétique ethnique de la nation est rendue possible d’abord et avant tout par l’homogénéisation ethnique de la République, qui permet de fonder la nation sur la “nationalité” titulaire. Cette homogénéisation a commencé à la fin de l’époque soviétique et s’est accélérée avec l’indépendance et la guerre civile, qui ont précipité le départ des populations slaves et européennes. Les Tadjiks constituent ainsi la majorité ethnique du pays dès 1989 (62 % d’après le dernier recensement soviétique)⁸ et représentent presque 80 % de la population totale d’après le recensement de 2000 (CIMERA 2004, p. 5). Un second facteur explicatif réside dans le fait que les élites dirigeantes ont été éduquées à l’époque soviétique et qu’elles conservent la culture politique et les représentations identitaires de cette époque (Roy 1994, p. 117).

Or la langue et l’ethnie ne coïncident pas avec le territoire. Du fait de la délimitation territoriale des années 1924-29, 25 % des Tadjiks vivent lors de l’indépendance en dehors des frontières nationales de leur “pays” (*stan*)⁹. Cependant, les élites politiques respectent le principe

⁶ Pulat Šozimov, directeur de recherche à l’Institut de philosophie, interviewé à Douchanbé le 30 mai 2006.

⁷ Des philologues nous ont ainsi déclaré : « le critère linguistique reste un élément primordial de l’identité nationale » (Muhammadžon Šakuri, interviewé le 18 avril 2006) ; « la langue est la base de chaque nation » (Šahboz Kabirov, interviewé le 26 avril 2006).

⁸ Roy (1997, pp. 137-138). En 1991, la population du Tadjikistan s’élève à 5,4 millions d’habitants.

⁹ D’après le recensement soviétique de 1989 (Roy 1997, p. 138).

d'intangibilité des frontières ; compte tenu des risques politiques que cela comporterait, elles ont abandonné tout irrédentisme, même diffus, et n'évoquent jamais le rêve de pouvoir réunir tous les Tadjiks dispersés hors des frontières nationales¹⁰. La "tadjikité" doit s'inscrire obligatoirement au sein du territoire délimité par les frontières héritées de la période soviétique : « le Tadjik authentique est celui qui parle la langue tadjike et qui est né au Tadjikistan »¹¹.

Pour rendre la "tadjikité" opératoire, le gouvernement s'efforce de faire coïncider la genèse de l'État avec celle de la nation. Ceci ne serait pas possible en prenant 1924 ou 1929 comme date de naissance de l'État tadjik. Il faut donc le doter d'une tradition beaucoup plus ancienne, en innovant par un discours sur la *gosudarstvennost'* "tradition étatique" ou "fait étatique". Apparu progressivement dans la seconde moitié des années 1990, ce discours cherche à établir une continuité historique de l'État et de la nation tadjiks, à affirmer leur ancienneté et leur renouveau tout en suscitant la fierté populaire, en un mot à mettre sur pied un nationalisme territorial (Fourniau 1997, p. 25).

Cette idéologie postule que, de tous temps, il aurait existé des formes d'organisation politique sur le territoire de la République actuelle. Elle ignore toutefois la réalité historique puisque l'ethnonyme tadjik, comme ceux de tous les peuples centrasiatiques à l'exception peut-être des Kazakhs, est historiquement né en dehors de son territoire actuel. Les idéologues de l'identité recourent alors à l'ethnogenèse soviétique pour dépasser ce paradoxe. En reprenant le concept d'*ètnos*¹², ils procèdent à une "ethnisation" systématique de l'histoire selon laquelle le peuple fait le territoire. Un nationalisme ethnique se greffe donc sur le nationalisme territorial de deux façons : par un travail historique de sélection – voire de réinterprétation – des valeurs et mythes fondateurs, ainsi que par l'appropriation de figures historiques et culturelles, comme Ismoil Somoni, Sadridin Ajni et Bobodžon Gafurov, utiles à la construction de l'État et de la nation tadjiks.

Le rôle des Soviétiques (et de Lénine) se trouve occulté, alors que « dans l'historiographie soviétique du Tadjikistan, c'est la révolution d'Octobre qui mettait fin pour les Tadjiks à un millénaire de domination turque » (Dudoignon 1993, p. 109). À la place, c'est la période samanide (864-1005) qui est considérée comme étant celle de la formation de l'*ètnos* des Tadjiks. L'État tadjik indépendant, avec ses frontières, est ainsi présenté comme l'héritier direct de l'État des Samanides, pourtant disparu en 999. Revenir aux Samanides permet de rétablir une continuité historique

¹⁰ Ces tendances existent toujours chez certains intellectuels ex-membres du *Rastokhez* mais sont marginalisées et exclues du discours politique officiel.

¹¹ Šahboz Kabirov, philologue, directeur des chaires de langues et de littératures de l'Université, interviewé à Douchanbé le 26 avril 2006.

¹² Selon Ū. Bromlej, directeur de l'Institut d'ethnographie de l'Académie des sciences, l'*ètnos* est un invariant social et culturel qui se maintient à travers l'histoire tout en pouvant évoluer suivant le stade économique et politique.

entre le x^e et le xx^e siècle. Le discours officiel insiste, bien sûr, sur le fait que cette renaissance de l'État tadjik n'a pu être possible que grâce au retour de la paix et de l'unité permises par le Président de la République, Èmomali Rahmonov¹³.

La "tadjikité" repose en définitive sur, d'une part, une théorie de l'*ètnos*, définie par l'ouvrage *Les Tadjiks* – rédigé par le premier secrétaire du PC tadjik entre 1946 et 1956, Bobodžon Gafurov – qui retrace l'historicité de cet ethnonyme et, d'autre part, la notion d'indigénéité qui sert à lier l'ethnonyme au territoire par l'intermédiaire de la langue. Il est ainsi "prouvé" que le peuple tadjik a toujours habité le territoire actuel du Tadjikistan car il est possible d'y trouver des persanophones dans les périodes historiques les plus reculées.

Reste à combiner, du point de vue politique, cette ethnogenèse et la présence sur le territoire de minorités nationales désignées à l'époque soviétique comme autant de "nationalités". C'est ici que l'on mesure le décalage entre "nationalité" et citoyenneté, du fait de l'identification entre nationalisme et ethnie dominante.

La question se pose d'abord à propos des Pamiris du Badakhchan, qui représentent 1,2 % de la population en 2003¹⁴, mais ont joué un rôle majeur dans l'opposition durant la guerre civile. La volonté officielle est de les intégrer dans la "tadjikité", en insistant justement sur leur présence ancienne sur le territoire actuel du Tadjikistan. Ce choix s'inscrit dans la continuité de la politique soviétique de consolidation de la nation tadjike. Il n'allait pourtant pas de soi puisque la langue maternelle des Pamiris n'est pas le tadjik et que leur culture est sensiblement différente. Pamiri, tadjik et yaghnobi sont trois langues distinctes appartenant à la branche orientale des langues indo-iraniennes¹⁵. La culture des Pamiris se distingue également par la religion, ismaélienne et non sunnite. Toutefois, l'ethnogenèse tadjike les inclut en tant que peuple de souche iranienne vivant "depuis toujours" sur le territoire actuel du Tadjikistan. Pour résoudre la question de la différence confessionnelle, le gouvernement ne mentionne pas explicitement le critère religieux dans la définition administrative de la "tadjikité", ce qui permet d'éluder le *distinguo* entre sunnisme et chiisme. Les Pamiris continuent ainsi d'être identifiés comme "Tadjiks" depuis 1937, date à laquelle ils ont cessé d'être considérés comme une nationalité à part (Blum & Gousseff 1997, *cf.* en particulier l'annexe D sur les Tadjiks).

¹³ C'est ce qui transparaît tout au long du livre signé par le Président (Rahmonov 2000-2002).

¹⁴ Voir *Tadjikistan – Jumhurii Tojikiston*, <http://www.tlfq.ulaval.ca/axl/asia/tadjikistan.htm>. La population totale du Haut-Badakhchan, incluant notamment des Kirghizes, représente 3 % de la population totale (Hauser 2004).

¹⁵ La langue pamir se divise en plusieurs sous-groupes : *iškašemi*, *šugno-rušan*, *vahi* et *âzgulemi*.

Tadjikistan – Jumhurii Tojikiston, <http://www.tlfq.ulaval.ca/axl/asia/tadjikistan.htm>

En revanche, les 128 nationalités que compte le Tadjikistan en 1989 (137 en 2000) ne rentrent pas dans la définition de la “tadjikité”¹⁶. Comme il était inconcevable de refuser la citoyenneté à près d’un tiers de la population (plus de 30 % en 1991), il a fallu logiquement recourir au concept de citoyenneté “tadjikistanaise” sur le modèle européen. Elle fut accordée systématiquement à tous les habitants recensés du Tadjikistan¹⁷ et mentionnée dans les nouveaux passeports, comme dans ceux de tous les États multiethniques issus du bloc communiste. L’article 6 de la Constitution du 6 novembre 1994 stipule que « les habitants du Tadjikistan sont les citoyens de la République du Tadjikistan sans tenir compte de leur ethnicité »¹⁸. Cependant l’appartenance politique formelle ne garantit pas une pleine intégration des minorités nationales à la nation, surtout lorsqu’elles sont culturellement exclues de l’identité nationale. Le cadre juridique contraste donc avec la pratique réelle de l’État et des autorités, qui insistent sur l’ethnicité dans leur définition de la “tadjikité”. Ceci a des incidences directes sur la vie en société, que nous analyserons dans la seconde partie.

L’État des Tadjiks s’inscrit historiquement dans un contexte géoculturel et géopolitique particulier, qui pousse à affirmer la centralité de la “tadjikité” et donc à dépasser culturellement le territoire. Seule République persanophone d’une Asie centrale turcophone, le Tadjikistan craint l’encerclement et se méfie du panturquisme. Ce sentiment est grandement renforcé par la politique extérieure conduite par l’Ouzbékistan depuis 1992¹⁹. La “tadjikité” repose par conséquent sur deux piliers. Le premier est la référence à la civilisation persane et musulmane de Transoxiane, qui permet de dresser l’universalité de cette culture contre tous les particularismes religieux et régionaux, ainsi que de se reposer sur l’Iran au niveau linguistique et culturel (Roy 1993, p. 126). Il devient ainsi possible de s’approprier l’héritage sogdien²⁰ et samanide, constitutif du second pilier identitaire de la “tadjikité”.

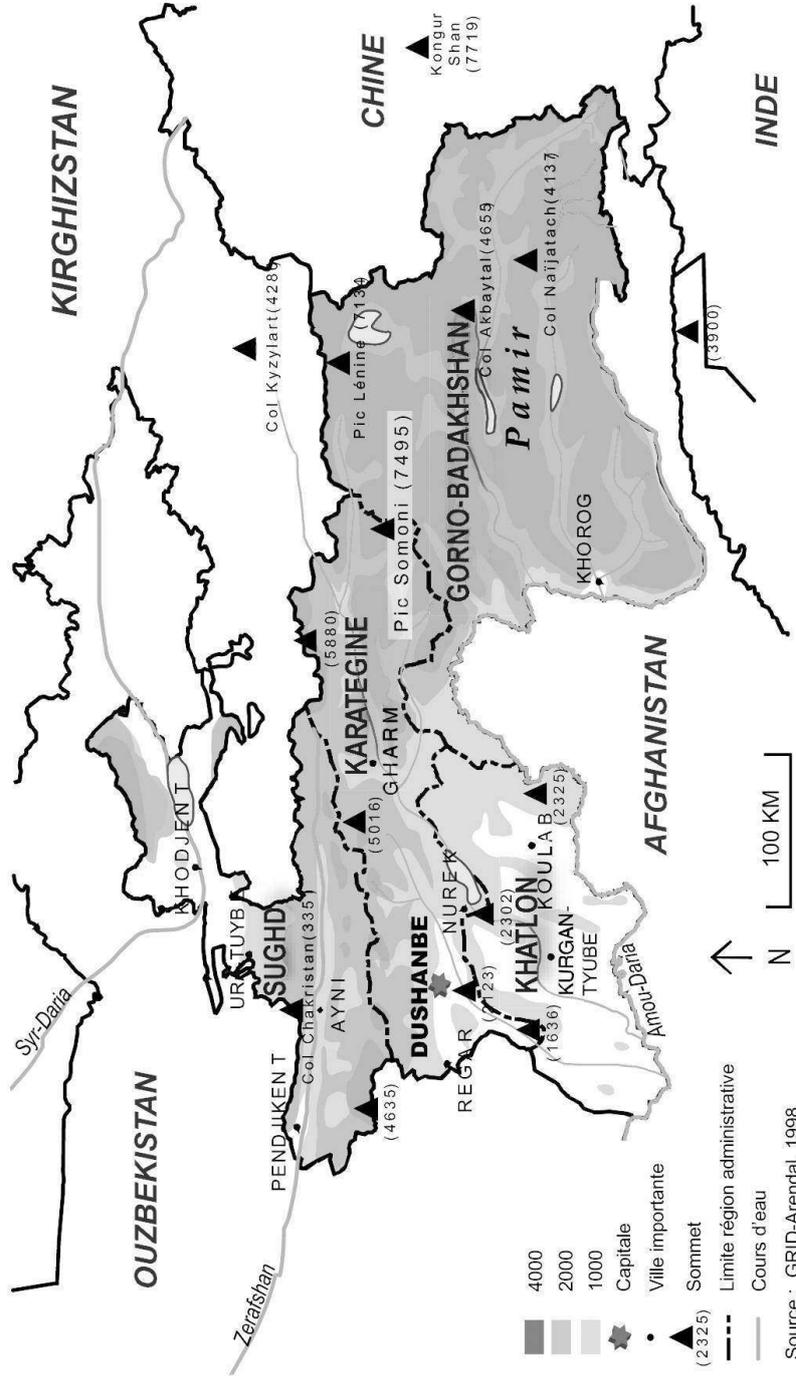
¹⁶ D’après le recensement de 2000, on trouve à côté de 4 898 382 Tadjiks (79,94 % de la population totale), 936 703 Ouzbeks (15,28 %), 68 171 Russes (1,11 %), 65 515 Kirghizes (1,07 %), 20 217 Turkmènes (0,33 %), 18 939 Tatars (0,30 %), 14 450 Arabes (0,23 %), les autres ethnies représentant 1,74 % de la population (6 127 493 habitants). Cf. CIMERA (2004, p. 5).

¹⁷ Au moment de l’indépendance, le dernier recensement date de 1989.

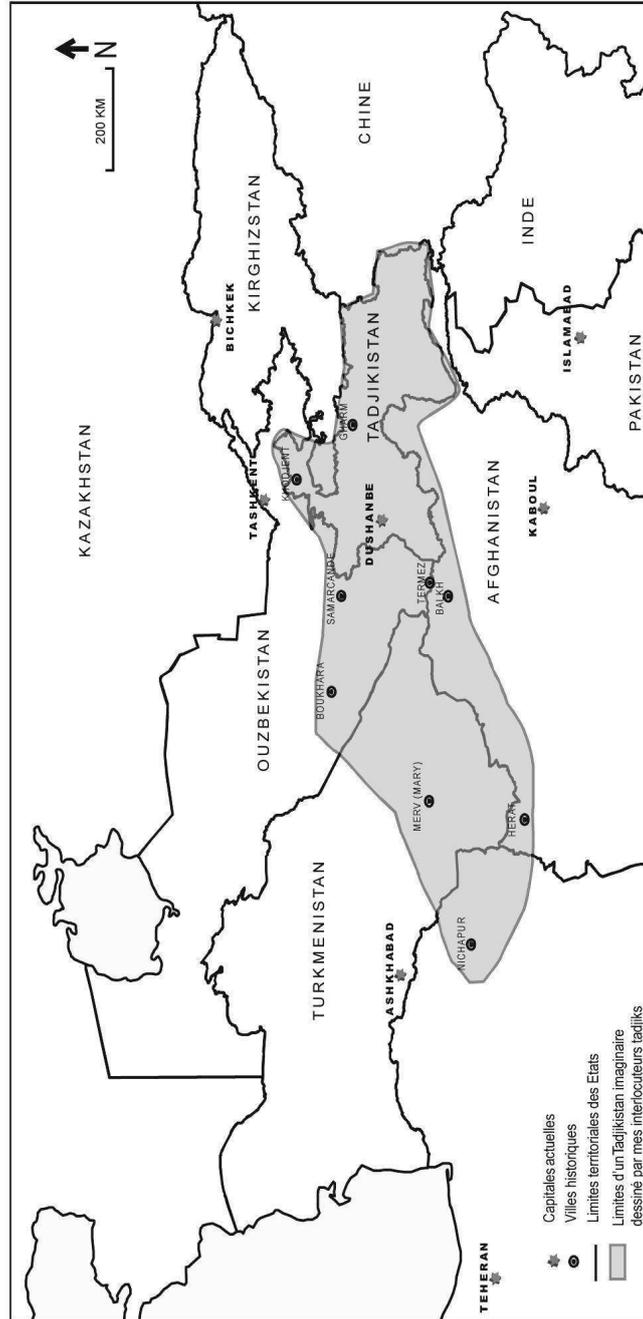
¹⁸ La Constitution de la République du Tadjikistan fut publiée le 30 novembre 1994 dans *Leninabadskaâ Pravda* (Khodjent, Tadjikistan) sous la référence FBIS-SOV-94-243. Pour une version en russe : cf. <http://www.tajik.gateway.org/index.phtml?lang=ru&id=874>. Pour une version en anglais : cf. <http://www.osi.hu/ipf/fellows/Zaripova/Constitution.htm>.

¹⁹ L’Ouzbékistan est effectivement intervenu dans les affaires intérieures tadjikes, aux côtés des forces russes, pour rétablir les Khodjentis et les Koulabis au pouvoir ; il aurait également menacé la stabilité politique du Tadjikistan en soutenant les troupes commandées par Mahmud Hudoberdiev en 1996, 1997 et 1998 (Horsman 1999).

²⁰ Sogd a été une satrapie est-iranienne. C’est en référence à la Sogdiane que la région de Leninabad a été renommée Sugd en 2000.



Carte physique et administrative du Tadjikistan



Carte du Tadjikistan issue des représentations des personnes interviewées

L'orientation universelle de l'identité culturelle tadjike

La définition de la culture tadjike puise dans le fonds culturel iranien par le biais d'un paniranisme reposant sur la langue. En même temps, une recherche d'ancienneté vise à assurer une profondeur historique et la continuité avec de grands ancêtres, en se distinguant de l'influence millénaire turque. P. Šozimov qualifie ces références transnationales à la culture tadjiko-persane d'« orientation universelle » (2003, p. 169)²¹ et O. Roy parle de « l'universalité de cette culture » (1997, p. 191).

Après l'indépendance, la langue demeure au centre de la question identitaire. Les linguistes et philologues paniraniens – très souvent anciens membres du *Rastokhez* – continuent la lutte qu'ils ont commencée dans les années 1980 afin de rétablir la langue littéraire tadjiko-persane. Il s'agit de revenir aux sources culturelles de l'identité en se rapprochant (à ce niveau culturel seulement) de la sphère iranienne. Un premier objectif a été atteint par la loi sur la langue du 22 juillet 1989 : la promotion du tadjik (farsi) en tant que langue d'État. La seconde étape est de purifier la langue de toute autre influence linguistique (russe en particulier) et de revenir à l'alphabet arabo-persan. Si la réalisation de ce projet est soumise aux variations de la politique identitaire gouvernementale²², le cap semble bel et bien donné et une approche graduelle décidée.

Tout remplacement brutal de l'alphabet cyrillique par l'alphabet arabo-persan est écarté pour deux raisons principales. La première est politique et concerne les relations entre le Tadjikistan et la Russie, qui risquent fort de se détériorer si les autorités décidaient de se rapprocher de la sphère d'influence iranienne. La seconde raison relève du bon sens. Les autorités craignent une hausse de l'illettrisme, surtout dans un contexte marqué par la baisse de la qualité de l'enseignement scolaire ; une telle décision nuirait au processus, déjà difficile, de reconstruction et de transformation de l'économie nationale²³. De plus, la langue tadjike est structurellement faible : elle seule a le statut de langue d'État, alors qu'elle n'a pas été développée comme langue scientifique ; il n'existe pas encore de bons dictionnaires en tadjik. Le russe demeure donc indispensable pour la science et pour l'ouverture à la culture mondiale²⁴. Il conserve d'ailleurs le statut constitutionnel de langue de communication interethnique.

²¹ Et, dans la même page, l'auteur emploie le terme « universaliste ».

²² Avec la perte d'influence de l'intelligentsia paniraniennne au moment de la guerre civile, la mention « (farsi) » a disparu de la Constitution du 6 novembre 1994. Son article 2 mentionne effectivement que « la langue officielle du Tadjikistan est le tadjik ». Cette modification témoigne encore une fois du changement de stratégie gouvernementale et de la volonté de faire se correspondre l'aire culturelle tadjike avec le territoire du Tadjikistan contemporain (Šozimov 2003, pp. 169-170).

²³ Rustam Hajdarov, sociologue, directeur de la fondation Friedrich Ebert Stiftung à Douchanbé, interviewé le 24 mai 2006.

²⁴ Il ne faut pas « s'isoler et conduire le peuple dans une impasse », selon Ojša Homid, philologue, vice-directrice de la Fondation de la langue, interviewée à Douchanbé le 23 avril 2006.

Il ne semble toutefois pas y avoir de stratégie claire ni surtout de moyens suffisants pour revenir à l'alphabet arabo-persan dans le court terme. Certes, l'enseignement est passé progressivement en langue tadjike et une chaire de langue et de littérature tadjikes a été ouverte dans toutes les universités²⁵. L'alphabet arabo-persan a été enseigné dans les écoles²⁶, mais plus tardivement : alors qu'il l'était de la première à la troisième classe (de 7 à 10 ans) dans les années qui suivirent l'indépendance, il ne l'est plus qu'à partir de la quatrième classe (et jusqu'à la septième) depuis septembre 2006²⁷. À l'Université, cet enseignement a été obligatoire dans toutes les facultés de 1989 à 2002 puis, devant le manque de professeurs qualifiés et la désorientation des étudiants, il a été réservé à certaines facultés (histoire, langues et civilisations orientales, philologie, journalisme)²⁸.

Le critère de la langue permet aux intellectuels de rattacher la "tadjikité" à un héritage tadjiko-persan, afin de mieux se démarquer d'une influence turcique dénoncée comme oppressive. Ils considèrent que les foyers historiques et culturels tadjiks ne se limitent pas à Samarcande et Boukhara, mais comprennent Balkh, Hérat, Merv, Nichapour, un périmètre géographique délimitant ce que Muhammadžon Šakuri appelle « le grand Tadjikistan historique ». Sans Balkh, Samarcande et Boukhara – ses foyers de naissance –, la langue tadjike n'existerait pas. Pour Šahboz Kabirov, « l'héritage culturel est le même pour tous », ainsi du Shah Nameh de Firdawsi, des romans de Saadi, des quatrains de Haféz et de Nizomi Gandžavi (né en Azerbaïdjan), de la science d'Avicenne...

Cette démarche amène à définir la place de la culture, voire de la civilisation tadjike par rapport à la civilisation persane : la première est-elle postérieure, identique, ou antérieure à la seconde ? Bien que le débat ne soit pas tranché, les autorités semblent accorder leur préférence à l'antériorité, dans une logique politique recherchant à accentuer l'ancienneté de la "tadjikité"²⁹. Cette posture, qui va jusqu'à étendre le champ identitaire tadjik à la civilisation aryenne comme nous le verrons plus loin, permet de conjuguer références extraterritoriales et recentrage de la "civilisation tadjike" sur le territoire, en insistant sur l'ancienneté de lieux de peuplement comme Khodjent, Kulob³⁰, Qurgonteppa et Pendjikent.

²⁵ « À l'époque soviétique, cette chaire n'existait pas dans toutes les universités et tout était écrit en russe », relève Šahboz Kabirov, interviewé le 26 avril 2006.

²⁶ L'alphabet arabo-persan était enseigné à l'époque soviétique dans le secondaire et à l'Université (Ojša Homid, interviewée le 23 avril 2006).

²⁷ « Car il est trop difficile pour les enfants de tout assimiler en même temps avant l'âge de 11 ans » [« tout » désignant l'alphabet arabo-persan et l'alphabet cyrillique dans lequel les autres matières sont enseignées], selon Šahboz Kabirov, interviewé le 26 avril 2006.

²⁸ Šahboz Kabirov, interviewé le 26 avril 2006 et Muhammadžon Šakuri, socio-linguiste, académicien et ancien membre du mouvement *Rastokhez*, interviewé le 18 avril 2006.

²⁹ L'identité des deux cultures ou civilisations, en dépit de leur proximité culturelle, est rejetée en raison du schisme religieux survenu au XVI^e siècle avec les Safavides (Pulat Šozimov, interviewé le 30 mai 2006).

³⁰ Le gouvernement a ainsi célébré en grande pompe, le 9 septembre 2006, les 2 700 ans de Kulob.

Quant à la capitale, Douchanbé, les autorités s'efforcent de transformer ce qui n'était en 1929 qu'une bourgade en véritable centre culturel des Tadjiks. Cela passe, outre la concentration des activités politiques et économiques, par l'organisation de conférences régionales et mondiales présentant le Tadjikistan comme le pays unique et idéal des Tadjiks du monde entier.

C'est également dans le fonds historique tadjiko-persan que l'intelligentsia des linguistes et des philologues – au sommet de son influence, dans les années 1989-92 – a déniché les ancêtres pour élaborer un Panthéon national. Certains, tels Mirzo Tursunzoda, Sadriiddin Ajni et Bobodžon Gafurov, cadrent avec le territoire actuel ; mais ce n'est pas le cas d'Ibn Sino et d'Ismoil Somoni³¹. Ce dernier, né à Boukhara, régna de 892 jusqu'à 907 sur une aire plus large que le Tadjikistan actuel, la Transoxiane. Il a néanmoins été érigé en père fondateur du pays, en tant que souverain ayant fondé la première dynastie musulmane iranienne (perçue comme tadjiko-iranienne) issue de Transoxiane et non de Perse, et initiateur du processus de consolidation de la nation tadjike dans l'espace de l'État samanide (Šozimov 2003, p. 176). Son choix en tant que héros national fondateur de l'État tadjik, fut tardif et s'explique par le « remplacement de l'élite linguistique [paniranienne] par une élite politiquement orientée [plus nationaliste] et composée d'hommes politiques et d'historiens », souhaitant résolument donner à l'identité nationale une dimension politique et étatique (*ibid.*, p. 172)³².

Par ailleurs, paniranisme et recherche d'ancienneté permettent aux autorités de recourir aux thèmes du zoroastrisme et de la civilisation aryenne pour trouver un fondement identitaire dépassant l'islam, tout en se démarquant clairement de l'influence turcique.

La place non exclusive de l'islam dans l'identité tadjike

L'État tadjik se construit juridiquement sur le principe de la laïcité (article 1 de la Constitution de 1994). C'est dans cet esprit que les accords de paix de 1997 ont abouti à la légalisation, en 1999, du Parti de la renaissance islamique du Tadjikistan (PRIT) et à l'inclusion de ses représentants

³¹ Ces ancêtres figurent sur les billets de la nouvelle monnaie introduite en 2000, le Somoni, et servent souvent à rebaptiser les rues du pays. Par exemple, l'avenue principale de Douchanbé, anciennement « Vladimir Illitch Lénine », fut renommée « Rudaki », symbole du lien entre les Tadjiks et la culture iranienne (Šozimov 2003, p. 169).

³² Cela donna lieu à une curieuse « valse de statues » : la grande statue de Lénine, symbole sacré de l'Union soviétique, fut d'abord remplacée à l'indépendance par celle de Firdawsi qui, originaire du Khorassan, faisait figure de symbole parfait pour l'identité tadjiko-persane. Elle céda la place en 2000 à celle d'Ismoil Somoni. On remarquera cependant que les statues de Lénine n'ont pas disparu du paysage tadjikistanais. On en trouve dans de nombreux villes et villages, notamment à Khodjent, qui arbore la plus grande statue de Lénine d'Asie centrale. La dernière statue de Lénine à Douchanbé, située dans le parc central de la capitale, à une cinquantaine de mètres de Somoni, a été remplacée en août 2008 par la statue de Rudaki (Zairov 2007 ; Kondrašova 2008).

dans les structures étatiques. Toutefois, le rôle de mobilisation politique joué par l'islam dans la guerre civile – et non dans sa *genèse*, avant tout marquée par des dynamiques politiques et économiques (Dudoignon 1994b) – pousse le gouvernement à perpétuer la technique russe et soviétique du contrôle de la religion sous la forme d'un islam officiel, c'est-à-dire approuvé par les autorités, surveillé par les services de sécurité et fonctionnarisé (Roy 1997, pp. 228-230).



Statue de Lénine à Khodjent.
Photographie de l'auteur, 8 août 2009

Culturellement, les autorités ne peuvent pas écarter la dimension religieuse, d'abord parce que la quasi-totalité de la population est musulmane et ensuite en raison du véritable "revivalisme" islamique qui s'est exprimé à la faveur de la perestroïka et de l'indépendance. Loin d'être une importation étrangère, ce mouvement manifestait la résistance du peuple face aux politiques de russification et de soviétisation, par la perpétuation de l'islam et de ses traditions. Ces dernières faisaient donc déjà partie du sentiment identitaire populaire dans les années 1980. Bien que demeurées auparavant discrètes, elles réapparaissent au grand jour dès 1989, doublées d'une réislamisation de la société permise (mais contrôlée) par l'État (Roy 2001). Les autorités se méfient cependant de la pression du PRIT et cherchent à éviter l'écueil du confessionnalisme. Faire de l'islam un des critères identitaires fondamentaux de l'identité poserait inévitablement la question des Pamiris ismaéliens chiites dans un pays où plus de 90 % des Tadjiks sont des musulmans sunnites hanafites. Or, nous avons vu que les Pamiris étaient officiellement compris dans la "nationalité" tadjike. Les autorités intègrent donc l'islam dans la définition de la "tadjikité" comme un élément certes très important mais non exclusif ni

suffisant. Le but est de conserver un équilibre entre les valeurs nationales et religieuses (Šozimov 2003, p. 168, 195) au travers d'une sorte de syncrétisme religieux, tout en recherchant une ancienneté historique dans le passé préislamique (du zoroastrisme à l'aryanisme).

L'islam est ainsi reconnu comme une partie de l'héritage culturel national et, à ce titre, les fêtes islamiques – telle celle de la fin du ramadan, Eid-i-Ramazon (ou Aïd al-Fitr) et celle qui suit un mois plus tard, Eid-i-Kurbon (ou Aïd al-Adha) – sont déclarées fêtes nationales. Il fait partie de la vie quotidienne (par le biais notamment de rites de passage musulmans comme la circoncision) et son éthique – l'ensemble des enseignements et valeurs contenus dans l'*adab* – est considérée comme très utile pour l'éducation populaire. S'il n'est pas dit officiellement qu'un Tadjik est forcément musulman, cette corrélation reste implicite. Il s'agit d'une appartenance culturelle qui n'implique pas obligatoirement la pratique religieuse.

Cependant, l'islam n'occulte pas d'autres héritages religieux, comme le zoroastrisme. Le gouvernement a ainsi tenté, entre 1997 et 2000, sous l'influence d'intellectuels tels que N. Negmatov, de faire de cet héritage préislamique le fondement religieux premier de l'identité nationale tadjike (*ibid.*, p. 173, 194)³³. Cela aurait idéalement permis d'autonomiser cette dernière par rapport à l'islam et d'éviter le problème du schisme entre chiisme et sunnisme impliqué par les références à la civilisation persane. C'est pour cette raison que deux symboles du drapeau national, la couronne et les sept étoiles, ont été dotés d'une signification zoroastrienne. La couronne, ou *todj*, indique que les Tadjiks sont un peuple majestueux et élu, donc pourvu d'un grand destin historique. Bobodžon Gafurov a donné une interprétation étymologique du mot *tadjik* à partir de la racine *todj* et en la reliant à *far* qui, dans la tradition irano-zoroastrienne, signifie "élu" (*ibid.*, p. 75). Sept étoiles placées au-dessus de cette couronne sont censées représenter les sept régions du peuple aryen décrites dans l'*Avesta*, le livre sacré du zoroastrisme. Cette tentative zoroastrienne a toutefois échoué et a été remplacée par la référence à la civilisation aryenne³⁴.

La mobilisation du thème de l'aryanisme apparaît comme la dernière innovation identitaire en date. L'objectif n'est pas d'y trouver un fondement religieux à la "tadjikité", comme avec le zoroastrisme, mais de dépasser chronologiquement l'islam tout en insistant sur l'ancienneté de la civilisation tadjike par rapport à l'influence turcique. Le peuple tadjik est ainsi présenté comme une des plus anciennes branches du

³³ Remarquons qu'un "néo-zoroastrisme" avait déjà été utilisé par les milieux officiels à la fin des années 1980 (Dudoignon 1994b, p. 85).

³⁴ Entre-temps, l'État s'est efforcé de faire correspondre les symboles culturels nationaux avec l'espace socioculturel du Tadjikistan contemporain. Ainsi, il fut finalement décidé en 2000 que les sept étoiles du drapeau représentaient les sept centres socioculturels du pays et non sept régions zoroastriennes (Šozimov 2003, p. 171).

peuple aryen, lequel remonterait à 8 000 ans (Negmatov 2003). Cette idée est attribuée au Président Rahmonov, qui l'a exposée officiellement pour la première fois en 2000 dans son livre *Les Tadjiks dans le miroir de l'histoire : des Aryens aux Samanides*. Le Président a mobilisé les intellectuels tadjiks sur ce thème et décrété le 12 septembre 2003 que 2006 devait être célébré comme « l'année de la civilisation aryenne »³⁵. Le but stratégique était de créer une année phare de la promotion de l'identité nationale en célébrant le même jour, le 9 septembre 2006, les quinze ans de l'indépendance, les 2 700 ans de Kulob et l'année de la civilisation aryenne.

Les publications, discussions, chants et slogans se sont multipliés dans les médias, surtout depuis le 27 juin 2006³⁶. Le message principal de cette propagande était d'expliquer aux Tadjiks pourquoi ils peuvent (et doivent ?) se sentir « aryens » : ils sont de souche indo-européenne car ils parlent tadjik, une langue de la famille indo-européenne ; or les Indo-européens sont historiquement liés avec la civilisation aryenne ; le critère génétique n'est pas oublié par certains intellectuels qui soulignent que le visage des Tadjiks ne porte aucun trait turco-mongol.

Ce projet est toutefois hautement controversé. Il suscite en premier lieu les inquiétudes et la désapprobation des ambassades occidentales, surtout devant la reprise du symbole du svastika par les autorités tadjikistanaises. Ces dernières opposent plusieurs arguments pour légitimer leur décision. Le premier, concernant le svastika, consiste à dire qu'il est traditionnellement présent dans les broderies tadjikes et que les Tadjiks ne sont pas responsables du fait que « les Allemands ont malheureusement détourné ce symbole au XX^e siècle »³⁷. Un autre argument avance qu'il s'agit d'inciter au « dialogue avec le monde extérieur » sur le thème de l'humanité et de l'humanisme³⁸, et non de présenter les Tadjiks comme des êtres « fiers et supérieurs par rapport aux autres peuples »³⁹ ou encore « racistes et nazis »⁴⁰. Les historiens comme Rahim Masov précisent d'ailleurs que les Aryens ne sont pas les ancêtres des seuls Tadjiks, mais d'une quarantaine

³⁵ Décret du Président de la République du Tadjikistan, Èmomali Rahmonov, « O gode arijskoj civilizacii » [À propos de l'année de la civilisation aryenne], en date du 12 septembre 2003, cité dans Negmatov 2003.

³⁶ Le 27 juin étant la date anniversaire de la signature des accords de paix de 1997 et célébrant l'unité et la concorde nationales.

³⁷ Muhiba Àkubova, professeur, chaire de biochimie à l'Université nationale d'État, interviewée à Douchanbé le 16 mai 2006. Muhammadžon Šakuri précise qu'après la Seconde Guerre mondiale, « on a même essayé de dissimuler le symbole de la svastika présent sur la façade de la madrasa Tilla Kari à Samarcande, alors qu'il vient d'une histoire millénaire ».

³⁸ Mehriniso Bobobekova, poétesse, interviewée à Douchanbé le 17 avril 2006.

³⁹ Bahriniso Bobomurodova, écrivaine membre de l'Union des écrivains, interviewée à Douchanbé le 8 mai 2006.

⁴⁰ Ojša Homid, interviewée le 23 avril 2006.

de peuples (Volkov, Buhari-Zade & Černogaev 2006). Ainsi, même si cette idéologie n'est pas acceptable pour certains peuples (en Europe et évidemment en Israël), l'aryanisme est présenté comme un thème identitaire valable et bon pour tous, pas seulement pour les Tadjiks, un thème dont il serait aujourd'hui possible de réhabiliter l'authenticité.

Cette idée fait de toute évidence partie d'un projet politique qui constitue le troisième argument. Il s'agit d'attirer l'attention de la communauté internationale sur le Tadjikistan, pays très peu connu dans le monde, en démontrant « l'apport des Aryens dans l'histoire de la civilisation mondiale » (Negmatov 2003). Mais surtout, les Tadjiks étant dispersés, « il s'agit de les rassembler et de les faire se soutenir par un thème identitaire commun »⁴¹. Le peuple tadjik doit connaître son histoire pour avoir conscience de son unité. Selon Muhammadžon Šakuri, à l'époque soviétique, le peuple a considéré son passé comme maudit. Or la conscience et la fierté nationales exigent la connaissance et la reconnaissance du passé. À ce titre, les jubilés de Firdawsi, Nosir Hisrav, Somoni sont essentiels mais pas suffisants. La mobilisation du thème de l'aryanisme répond à ce manque selon Šakuri : « l'aryanisme est intéressant pour la construction de la conscience nationale puisqu'il permet de revisiter l'histoire et les relations avec les autres peuples ». Ce thème identitaire devrait donc s'inscrire dans un projet d'éducation des nouvelles générations.

Promotion et médiatisation de l'identité nationale

Les autorités tadjikistanaises ont ainsi lancé – ou plutôt prolongé – la première phase de la construction de l'identité nationale, celle de « la découverte de la culture nationale par les lettrés »⁴². Une fois définie, l'identité nationale devait être enseignée et promue auprès de la population par les intellectuels et les médias pour faire émerger un sentiment d'appartenance à la nation.

Ce projet se concrétise avec la réécriture des manuels et la refonte des programmes scolaires, surtout concernant l'histoire et la langue (sans oublier la géographie, indispensable pour faire rentrer la carte du pays dans l'imaginaire des nouvelles générations). Toujours en cours au sein des ministères, parmi les intellectuels et certaines organisations non gouvernementales comme le Fonds international pour la langue tadjiko-persane⁴³,

⁴¹ Šahboz Kabirov, interviewé le 26 avril 2006.

⁴² Selon l'historien tchèque Miroslav Hroch, cité par Thiesse (1999, p. 156), tout mouvement national présente trois phases qui se succèdent chronologiquement. La phase A est celle de la découverte de la culture nationale par les lettrés. Suit la phase B de « l'agitation patriotique ». Vient enfin l'émergence d'un mouvement de masse en phase C. Rappelons que la première phase avait été initiée au Tadjikistan pendant la perestroïka.

⁴³ Le Fonds international pour la langue tadjiko-persane fut la première ONG créée au Tadjikistan, en 1989, d'après sa vice-directrice, Ojša Homid.

ce processus de révision a abouti en 2001-2002 au changement de la majorité des manuels littéraires. Le ministère de l'Éducation a donné, en avril 2006, une liste de recommandations de deux pages, destinées à renforcer l'identité nationale et l'amour de la patrie chez les jeunes⁴⁴. Il s'agit, entre autres, d'apprendre des poèmes des grands auteurs, de renforcer l'enseignement de l'histoire nationale (négligée à l'époque soviétique au profit de l'histoire russe) et l'apprentissage de l'alphabet arabo-persan pour se connecter à l'héritage persan commun. Remarquons que la civilisation de l'aryanisme n'est pas encore incluse comme thème identitaire dans les programmes et les manuels, même si des références historiques relatives aux peuples aryens sont mentionnées dans les programmes d'histoire.

Il s'avère cependant qu'à l'examen, le contenu des "nouveaux" manuels de littérature et d'histoire⁴⁵ a peu changé et qu'il n'y a pas encore d'idéologie spécifique (au sens de programme ou de vision d'ensemble) pour renforcer l'identité nationale. Les manuels de littérature sont les mêmes qu'à l'époque soviétique, excepté que les auteurs « soviétiques » du XX^e siècle sont aujourd'hui « tadjiks ». Les manuels d'histoire sont un peu plus novateurs au premier abord. Les programmes aujourd'hui intitulés « Histoire du peuple tadjik » et non plus « Histoire de la RSS du Tadjikistan » montrent dans leurs premières pages la carte, le drapeau et l'emblème du pays indépendant, sans oublier le Président. Mais leur contenu reste très similaire, les seules modifications concernent le XX^e siècle. Par exemple, l'analyse des années 1970-80 varie : elles sont présentées comme une période difficile de stagnation économique, mais s'il est dit dans les manuels soviétiques que la RSS du Tadjikistan a tout de même pu s'en sortir grâce à la construction de quelques usines, à la culture du coton et à la force et la fierté des bons travailleurs tadjiks soviétiques, les manuels contemporains affirment au contraire que ces efforts n'ont pratiquement rien apporté. D'autre part, la renaissance de l'État tadjik, celui des Samanides, est annoncée par le Président mais, curieusement, ce dernier est remplacé en photos par Lénine pour donner des conseils aux écoliers (comme celui de bien étudier). Dernière remarque, la guerre civile est très peu abordée (sur moins de deux pages) et n'est expliquée que par des raisons économiques (la crise provoquée par l'effondrement de l'URSS), une thèse exposée dans le livre du Président.

Parallèlement à la réécriture des manuels scolaires, les autorités tadjikistanaises essaient de lancer une entreprise de propagande de la

⁴⁴ Cette directive fut élaborée sur la base de la proposition faite au Président Rahmonov par des intellectuels lors d'une réunion en décembre 2005, d'après Šahboz Kabirov, interviewé le 26 avril 2006.

⁴⁵ Selon une étude comparée de six manuels de littérature (tadj. *adabiġi*) – trois de l'époque soviétique (1978) et trois de l'époque contemporaine (2004) correspondant aux classes 8, 9 et 10 (4^e, 3^e et 2nde en France) – et de six manuels d'histoire – trois de l'époque soviétique (1986 et 1991) et trois contemporains (2001, 2002 et 2005) correspondant aux mêmes classes.

“tadjikité”. Cette « agitation patriotique »⁴⁶ met en scène une poignée d’intellectuels engagés par le gouvernement (poètes et écrivains), elle est orchestrée par la télévision, relayée par des chants patriotiques et les fêtes nationales.

Poètes et écrivains apparaissent comme les hérauts de l’identité nationale telle que définie par le pouvoir. Leur mission est d’enseigner et de communiquer l’amour de la patrie, la fierté et l’honneur d’être tadjik – et donc “aryen” – sur la base d’un message de paix et de fraternité entre les peuples. Par leurs écrits (poèmes, paroles de chansons) et lors de leurs émissions radiophoniques et télévisées, ces intellectuels vantent la richesse de l’héritage culturel paniranien, les qualités du peuple tadjik, pacifique et hospitalier, les ressources (nature, eau), et les perspectives du développement du pays. L’accent est mis sur l’unité retrouvée après la guerre civile et sur son architecte, le Président Rahmonov. L’islam est évoqué en tant qu’héritage religieux, mais sans oublier le zoroastrisme et dans un esprit de laïcité. En tant que seul “pays des Tadjiks”, le Tadjikistan est ainsi présenté comme le centre idéal et fédérateur, l’espoir, le rêve de tous les Tadjiks⁴⁷.

Le support principal de cette entreprise de propagande est la télévision. Les deux chaînes nationales, TV Safina (TVS) et Pervyj Kanal Tojikiston (ex-TV1), diffusent régulièrement des émissions abordant, directement ou indirectement, le thème de l’identité nationale. Certaines mettent en scène les intellectuels, poètes et écrivains, dans le cadre d’interviews personnalisées ou lors de fêtes comme celles des femmes (8 mars), de Navruz (21 mars) et le “jour de l’unité” (27 juin). Viennent ensuite les spectacles de musique et de danse traditionnelles, souvent mis en scène dans des décors bucoliques. Au détriment des concerts de *shashmaqom*⁴⁸, les chanteurs populaires occupent le devant de la scène en mixant chants traditionnels et musique pop avec plus ou moins de réussite. D’autres émissions, peu fréquentes, utilisent le concept russe du concours interuniversitaire pour aborder les thèmes patriotiques lors de sketches et de chants interprétés par les étudiants⁴⁹.

À côté des émissions télévisées, “l’agitation” identitaire revêt la forme de spots publicitaires destinés à provoquer l’identification et à susciter la fierté nationale. Les plus nombreux, diffusés entre différents programmes télévisés ou en tant que clips de chansons populaires, offrent une présentation romantique de la terre nationale au travers de ses paysages montagneux, de sa flore, de ses rivières et de leur eau pure. L’année 2006 a vu fleurir de tels spots sur le thème de l’aryanisme : deux en particulier, très

⁴⁶ La phase B théorisée par l’historien Miroslav Hroch, cité plus haut.

⁴⁷ Même si le pays idéal des Tadjiks est à construire après le tumulte causé par l’implosion de l’URSS et la guerre civile, selon Ojša Homid, interviewée le 23 avril 2006.

⁴⁸ *Shash-maqom* : art musical classique, originaire des cités centrasiatiques, dont Boukhara et Samarcande, mêlant chants et musique instrumentale.

⁴⁹ Émission diffusée sur la chaîne Tojikiston en juin 2006. Sont alors invariablement mis en exergue le drapeau national et les qualités de la patrie (*vatan*).

modernes, méritent l'attention. L'un, appelé *orëiâm* ("je suis aryen" en tadjik), diffusé tous les jours par TVS et Kanal Tojikiston comme clip d'une chanson patriotique, fait appel à différents symboles et métaphores : noblesse et puissance représentés par un bel étalon et un aigle majestueux (en écho à la couronne *tođj*), racines culturelles aryennes évoquées par le livre sacré du zoroastrisme, l'*Avesta*, et par les svastikas trouvés lors de fouilles archéologiques, formation historique de la nation et de l'État, symbolisée métaphoriquement par le travail du potier et débouchant sur le Président actuel, en passant par Somoni (évoqué par son mausolée à Boukhara) et Bobodžon Gafurov. L'autre, vu sur Kanal Tojikiston, insiste sur le livre sacré *Avesta* tout en diffusant une voix scandant « je suis cent fois aryen ».

En dehors de la télévision, l'imaginaire identitaire des citoyens est mobilisé par des chansons populaires patriotiques contemporaines, surtout à l'occasion des rituels publics. La nation se doit en effet de célébrer la « terre des héros » et le « culte des grands ancêtres » (Thiesse 1999, p. 133). Les chansons populaires à texte sont un bon moyen de véhiculer des messages identitaires. Elles sont fréquemment diffusées à la radio, à la télévision et lors de concerts très appréciés par les jeunes (notamment dans la plus grande salle de concert de Douchanbé, Kohi Vahdat). Les rituels permettent de célébrer les dates anniversaires, d'inaugurer des statues, d'organiser le culte des héros disparus et des grandes figures nationales (comme Somoni, Firdawsi, Hamadoni, Ajni...) nécessaires à la promotion de la fierté nationale. Les autorités insistent sur la centralité de l'identité nationale en organisant des colloques ainsi que des festivités nationales. Un premier colloque sur les Samanides et Ismoil Somoni s'est tenu en septembre 1999. Un autre a été organisé en septembre 2006, sur la civilisation de l'aryanisme. De plus, le gouvernement met un point d'honneur à célébrer les fêtes nationales, qu'elles soient républicaines⁵⁰, populaires (8 mars, 1^{er} mai, 9 mai) ou religieuses (islamiques et zoroastrienne, le nouvel an zoroastrien donnant lieu à des spectacles retransmis pendant plusieurs jours à la télévision).

Selon Anne-Marie Thiesse (1999, p. 20), la nation naît d'un postulat et d'une invention. Les dirigeants tadjiks ont proclamé l'indépendance et la création de leur nation. Ils ont enclenché les première et deuxième phases du mouvement national, celle de la découverte de la culture nationale par les lettrés et celle de l'agitation patriotique. Mais pour que cette nation fonctionne pleinement, le peuple qui vit sur son territoire est censé adhérer en masse à cette idée. Or cette adhésion ne semble pas totale.

⁵⁰ Les fêtes républicaines sont souvent célébrées en grande pompe, précédées de la réfection des routes et des façades des principaux immeubles. Il s'agit de la fête de l'indépendance nationale le 9 septembre, de l'unité nationale (27 juin), de la réconciliation nationale (9 novembre) et de la constitution (6 novembre).

Résonance et dissonances du discours identitaire officiel dans la société

Méthodologie de l'enquête de terrain et résultats généraux

Afin d'évaluer la résonance du discours identitaire officiel au sein de la population, trois groupes-cibles ont été sélectionnés lors de notre enquête de terrain, menée de mars à juin 2006 à Douchanbé : les "hérauts" de l'identité nationale, chargés de sa promotion, mais dont le discours peut parfois s'avérer en contradiction avec la version officielle ; les étudiants – la génération active de demain – formés avec les nouveaux manuels ; le citoyen de la rue, plus âgé et éduqué à la période soviétique, qui a vécu l'indépendance et la guerre civile, et dont la perception de l'identité peut différer de celle de la génération suivante. Il faut ajouter un quatrième ensemble de personnes, appartenant aux minorités nationales. Cette évaluation du discours identitaire ne vaut donc que pour le milieu urbain, celui de la capitale, et mérite d'être confrontée à des travaux plus larges, à Douchanbé, dans les autres villes, et dans les villages (d'autant que la population rurale représente les trois quarts de la population totale : 73,5 % en 2000)⁵¹.

La méthode d'enquête choisie a été adaptée à chaque groupe-cible. Les conceptions identitaires des hérauts de l'identité nationale (comme des membres de minorités nationales) furent décryptées au travers d'entretiens personnalisés et structurés par un questionnaire ; celles des étudiants grâce à des questionnaires QCM ; celles des citoyens ordinaires par des conversations quotidiennes tout au long de notre séjour. Les questions ont été adaptées suivant les interlocuteurs mais portaient toutes sur la façon dont ces personnes concevaient l'identité tadjike, l'importance de la langue, du lieu de naissance, de la culture et de la religion, la différence entre nationalité et citoyenneté, la place des minorités nationales, sans oublier le nouveau thème de la civilisation aryenne.

Faute d'un accord du ministère de l'Éducation, nous n'avons pas pu sélectionner des écoliers et des étudiants de différentes écoles et universités afin de les interroger comme initialement prévu. Grâce à un contact personnel dans une université, nous avons toutefois pu récolter 95 QCM (rédigés en tadjik et comportant quinze questions) d'étudiants de première et deuxième années dans les facultés d'histoire, de lettres, de langues étrangères et de fiscalité. L'âge de ces étudiants varie généralement entre 18 et 26 ans, même si certains peuvent avoir plus de 30 ans.

Les résultats des enquêtes indiquent deux problèmes auxquels se voit confrontée l'identité nationale : sa cohérence et sa portée intégratrice⁵².

⁵¹ La population rurale est d'ailleurs en progression depuis 1989, date à laquelle elle représentait 67,5 % de la population totale. Cf. Rowland 2005.

⁵² Sur les 95 questionnaires retournés, toutes les réponses obtenues ne furent pas exploitables, en raison le plus souvent du non-respect des consignes et parfois d'incohérences manifestes. Par conséquent, il fut impossible d'élaborer des pourcentages. À défaut, seul le nombre de réponses par catégorie de choix est précisé dans l'analyse des résultats qui suit.

La définition de la “tadjikité” donnée par les hérauts de la nation, par les jeunes étudiants et par les citoyens tadjiks de la capitale reproduit les tensions existant entre ethnie et territoire dans la version officielle, mais elle s’en démarque à propos de la place de l’islam ; elle ne manifeste pas non plus d’enthousiasme pour le thème de l’aryanisme, excepté chez ses promoteurs. Elle reflète donc un manque de cohérence dans la conception de l’identité nationale, même si l’on constate un attachement certain à la langue tadjike et au père fondateur, Ismoil Somoni. Ensuite, il s’avère que les Pamiris sont plutôt considérés comme une minorité nationale que comme une partie intégrante de la “tadjikité”. Si la référence au local, au lieu de naissance, semble diminuer chez la nouvelle génération, sa persistance indique tout de même un problème d’intégration dans une société qui reste divisée et bouleversée par la guerre civile. Commençons par l’analyse de cet aspect, pour ensuite aborder la question de la cohérence identitaire.

Quelle intégration ? Pamiris et minorités nationales en marge de la société

On peut s’interroger sur l’efficacité de la politique identitaire du gouvernement en constatant que deux groupes restent manifestement en marge, voire exclus, de la “tadjikité” : les Pamiris et les minorités nationales.

Rappelons qu’officiellement, les Pamiris ne constituent pas une minorité nationale mais sont des Tadjiks à part entière. Ce n’est pourtant pas ce qui transparaît dans les réponses des étudiants : seulement 11 personnes sur 93 considèrent les Pamiris comme des Tadjiks et 28 les catégorisent comme tadjikistanais. En quoi les Pamiris ne sont-ils pas pensés comme une partie intégrante du peuple tadjik ? Le critère du mariage est un bon indicateur. Les familles tadjikes renâclent à donner une fille, et plus encore un fils, en mariage à une famille pamirienne. Un tel mariage est catégoriquement refusé par un des hérauts de l’identité nationale interviewé, malgré l’amour éprouvé par son fils pour une Pamirienne, et sans pour autant pouvoir (ou vouloir) donner de raison claire. La différence religieuse entre ismaéliens et sunnites ne paraît pas être explicative pour certains de nos interlocuteurs tadjiks, d’autant que des Tadjiks se marient avec des étrangers d’autres confessions, mais d’autres (les Pamiris surtout) soutiennent le contraire. Il semblerait que la raison réside pour une bonne part dans l’animosité, héritée de la fin de l’époque soviétique et aggravée par la guerre civile, entre la région du Pamir d’une part et celle de Kulob et de ses alliés d’autre part⁵³. Cette animosité recoupe une différence religieuse et culturelle. La question religieuse représente un obstacle dans

⁵³ Au moment des attaques lancées par Moscou (Andropov, puis Gorbatchev) contre la corruption entachant les Républiques cotonnières d’Asie centrale, dans les années 1980, le KGB tadjik est tenu par des Pamiris (promus par Moscou), qui mettront beaucoup de zèle à poursuivre les élites économiques issus de Kulob. Ceci n’a pas été sans conséquences, comme l’ont illustré les affrontements entre Pamiris et Koulabis pendant la guerre civile.

la mesure où il est très rare qu'un homme d'obédience sunnite (qu'il soit ouzbek, tadjik ou autre) épouse une femme pamirienne, car il ne pourrait alors pas organiser les sacrifices et cérémonies habituels dans sa maison, sa femme chiite étant considérée comme impure par les sunnites. D'autre part, les traditions et l'éducation des filles sont plus libres au Pamir. Ces deux éléments expliqueraient le refus de fonder une famille mixte, mais témoignent aussi, en tout état de cause, de la fragilité du processus de réconciliation et de la faiblesse de l'identité nationale.

La plupart des Pamiris rencontrés se sentent vus comme un groupe à part, voire discriminés par les Tadjiks. Cela vient du fait qu'ils ne parlent pas tous le tadjik ou alors avec un accent qui se repère immédiatement. Surtout, ils sont systématiquement identifiés comme chiites et appelés très fréquemment *kofir* "infidèles" ; ils ne sont donc pas considérés comme de vrais musulmans. Une amie pamirienne a illustré ce point de vue par une phrase repérée dans un article de journal sur les ismaéliens : « c'est horrible, les femmes et les hommes vivent dans la même pièce chez les Pamiris, les mères envoient leur filles à l'étranger pour faire des études, ils ne sont pas de vrais musulmans... ».

Il n'est alors pas très étonnant que les Pamiris s'identifient uniquement comme tels et non comme tadjiks. Les jeunes Pamiris venant à Douchanbé pour étudier ou travailler cachent leur identité pamirienne⁵⁴. Selon un ami pamirien, « ce n'est pas du tout à la mode d'être Pamiri, surtout aujourd'hui [...], la pression est forte »⁵⁵. Il ajoute : « à force de nous distinguer et de nous désigner comme "Pamiris", on finit par croire qu'on est vraiment des Pamiris. D'une certaine manière, les Tadjiks nous poussent à nous sentir pamiris alors que ce sentiment n'existe pas au départ ». Cette différenciation identitaire existe aussi dans l'autre sens puisque au Pamir, toujours selon cette source, les Pamiris considèrent les Tadjiks venant travailler dans cette région comme un groupe à part, celui des "Tadjiks".

Si leur assimilation en tant que Tadjiks semble compromise, du moins à court terme, les Pamiris tentent néanmoins de trouver leur place dans la société tadjikistanaise. Les élites pamiriennes persistent à s'identifier comme Tadjiks en mettant en avant leur culture commune avec les Iraniens et en s'appuyant sur certains travaux scientifiques, qui démontrent que les Pamiris sont des Tadjiks parlant une langue est-iranienne⁵⁶. Plus généralement, les Pamiris considèrent faire partie de la société politique et se pensent comme "Tadjikistanais". La dénomination citoyenne présente l'avantage d'englober toutes les ethnies dans le peuple national,

⁵⁴ Parmi les réponses des étudiants aux QCM, une personne a indiqué parler la langue pamirienne à la maison et rêver dans cette langue, mais se considérer Tadjik.

⁵⁵ Il évoque alors les « problèmes » qu'auraient eus des Pamiris à Douchanbé sans donner plus de détails, tout en affirmant qu'il n'a jamais été personnellement victime de discrimination.

⁵⁶ Pulat Šozimov, interviewé le 30 mai 2006.

comme à l'époque soviétique. Les Pamiris s'efforcent aussi de trouver une niche économique dans le réseau de la fondation Aga Khan⁵⁷, ainsi que dans les organisations internationales, les ONG et les ambassades.

Centrée sur une vision ethnique, l'identité nationale ne permet pas non plus la pleine et entière intégration des minorités nationales. Elle existe sur un plan politique, mais pas socioculturel. L'appartenance politique et les droits des minorités sont définis et garantis par la Constitution de 1994 car il est vital de faire coexister les différentes "nationalités". Les minorités disposent de représentants réunis au sein d'un "conseil de la société", siégeant au Parlement, de magasins, de journaux et d'écoles⁵⁸. Est-ce suffisant pour affirmer, comme certains de nos interlocuteurs, chantres de la politique identitaire étatique, que les minorités nationales ont toute leur place dans la société tadjikistanaise contemporaine ? À en juger d'après les pratiques et les opinions des intéressés, la réponse est négative.

L'attachement à la définition ethnique de l'identité est clairement visible dans les discours des acteurs sociaux mobilisant les concepts de nationalité et de citoyenneté, au détriment d'une conception politique de l'identité. Par exemple, dans les journaux et à la télévision, on parle toujours de « Tadjiks » (*toğikon* en tadjik et *tadžiki* en russe) et seulement de « Tadjikistanaï » (*toğikistonī* en tadjik et *tadžikistancy* en russe) quand le sujet de discussion fait intervenir les minorités nationales. Dans leurs réponses aux QCM, les étudiants n'attribuent jamais l'identité « tadjike » aux autres nationalités minoritaires, sans pour autant les ranger dans la catégorie « tadjikistanaï » pour les deux tiers d'entre eux⁵⁹. Cela montre

⁵⁷ *Aga Khan* est le titre héréditaire porté par les *imams* des ismaéliens Nizarites qui affirment être les descendants directs du prophète Mahomet par le biais de son cousin et gendre Ali et de sa fille Fatima, et également les descendants des *imams* de la célèbre tribu des Assassins. Le prince Karim Aga Khan IV (né le 13 décembre 1936 à Genève) est devenu en juillet 1957 le leader des 10 millions d'ismaéliens et le 49^e *imam* de la communauté ismaélienne. Karim Aga Khan dirige un groupe d'institutions (Aga Khan Development Network, AKDN) dont la mission est d'améliorer les conditions de vie et permettre le développement des pays en voie de développement. Dans quelques pays, officiellement sans discrimination d'origine ni de religion (ce qui est parfois contesté), ces institutions couvrent divers domaines, comme l'architecture, l'éducation et la santé, mais aussi des entreprises privées très rentables.

Cf. http://fr.wikipedia.org/wiki/Aga_Khan,

http://fr.wikipedia.org/wiki/Karim_Aga_Khan_IV,

et http://www.iis.ac.uk/view_article.asp?ContentID=103468.

⁵⁸ La possibilité pour les minorités nationales d'avoir leur propre école dépend de leur importance relative (du pourcentage de la population totale qu'elles représentent). On trouve ainsi des écoles russes, ouzbèkes, kirghizes et turkmènes, les écoles russes étant réputées pour avoir le meilleur niveau (comme à l'époque soviétique). Soulignons que l'écrasante majorité des élèves dans les écoles russes aujourd'hui sont des Tadjiks.

⁵⁹ Parmi les minorités nationales, sont identifiées comme tadjikistanaïses : les Ouzbeks pour 31 personnes, les Kirghizes pour 27, les Russes pour 29, les Turkmènes pour 27, les Coréens pour 27 et les Arméniens pour 26. Six personnes n'ont pas du tout pu répondre à la question et seulement un tiers des étudiants a donné une réponse pour toutes les ethnies.

bien que la compréhension de la différence entre nationalité (ethnique) et citoyenneté (politique) n'est pas tout à fait claire⁶⁰. Apparemment c'est le concept de citoyenneté politique qui pose problème, puisque seuls 49 étudiants répondent que les Tadjiks sont aussi des Tadjikistanaïes. Les intellectuels s'élèvent généralement contre l'idée d'assimilation et plaident pour une stricte distinction entre nationalité et citoyenneté⁶¹, qui leur permet de défendre et valoriser l'identité tadjike tout en assurant que la culture des minorités nationales est une source de richesse pour la communauté tadjikistanaïe et que leurs droits sont respectés.

Les personnes appartenant à une minorité nationale ont parfaitement conscience de ne pas faire partie des Tadjiks, selon la définition ethnique de la "tadjikité" donnée par le gouvernement⁶². À côté de leur identité ethnique, elles se définissent comme « tadjikistanaïes », terme qui remplace en fait aisément pour elles la citoyenneté soviétique. Si elles disent, en général, se sentir bien intégrées dans la société tadjikistanaïe en dépit de cette exclusion du champ identitaire tadjik, des bémols transparaissent très rapidement dans leur discours, même involontairement.

Ces personnes mettent d'abord l'accent sur le fait qu'elles ont reçu la citoyenneté tadjikistanaïe sans aucun problème après l'indépendance et que leur patrie est le Tadjikistan, pays où elles ont toujours vécu. Elles précisent qu'elles jouissent des mêmes droits que les Tadjiks d'après la Constitution et soulignent dans la foulée que les Tadjiks sont accueillants⁶³.

Toutefois, la théorie juridique ne résiste pas à l'examen de la réalité : les minorités nationales restent en marge de la société. Certes, les mariages mixtes existent⁶⁴. L'accès à l'éducation, à la santé et au logement est

⁶⁰ En effet, si 67 personnes ont bien conscience que *Tadjik* fait référence à la nationalité et *Tadjikistanaïe* à la citoyenneté, 22 ne voient pas de différence entre les deux et 4 ne savent pas répondre. Ce qui équivaut tout de même à plus du quart des étudiants.

⁶¹ Une des intellectuelles interviewées s'est néanmoins contredite en affirmant d'abord qu'Ouzbeks, Kirghizes, Russes, nés et vivant au Tadjikistan, ne pouvaient pas être Tadjiks puis, quelques minutes plus tard, qu'ils étaient tous des Tadjiks car connaissant la culture et étant restés au Tadjikistan malgré la guerre civile.

⁶² Une amie ouzbèke tadjikistanaïe a ainsi renoncé à faire mentionner « tadjike » dans son passeport, comme le font beaucoup d'Ouzbeks du Tadjikistan pour s'intégrer plus facilement. La raison est que, selon elle, les Tadjiks ne la « prendront jamais pour une Tadjike » et qu'elle « ne correspond pas à l'identité tadjike », d'un point de vue ethnique et linguistique.

⁶³ Certains rappellent néanmoins les pressions subies par différentes minorités au début des années 1990, mais en précisant qu'elles ont ensuite disparu.

⁶⁴ La situation est contrastée. Les Tatars, par exemple, hommes et surtout femmes, semblent se marier facilement avec des Tadjiks. Les mariages entre Ouzbeks et Tadjiks sont assez nombreux dans la région de Sughd, mais plus rares entre Ouzbeks et Tadjiks koulabis. Les Ouzbeks de la région de Kulob ont pourtant soutenu les Koulabis pendant la guerre civile, avant d'être progressivement marginalisés et exclus des structures politiques et économiques d'État (même si l'un des conseillers présidentiels actuels est un Ouzbek). Les soulèvements répétés du colonel Hudoberdiev, soutenu par Tachkent, y sont certainement pour quelque chose.

garanti à l'égal des autres⁶⁵. Mais des inégalités, plutôt que de véritables discriminations, pointent dans les domaines de l'éducation, du travail et de la vie politique. Il arrive que les élèves non tadjiks soient moins bien notés à l'école et à l'université... même s'ils peuvent toujours s'en sortir, comme tout le monde, en achetant finalement leur diplôme. Les minorités nationales sont peu représentées dans les échelons élevés des secteurs politique, administratif, économique et éducatif : les postes à responsabilités sont toujours occupés par des Tadjiks (souvent de la région de Kulob). Cependant, très rares sont ceux qui, d'après nos conversations, pensent que la politique pourrait apporter des corrections à cet état de fait. Ils préfèrent privilégier des solutions pratiques, en se consacrant à d'autres créneaux tels que le commerce, pour les Ouzbeks, qui contrôlent de larges secteurs de cette activité à Douchanbé⁶⁶, Khodjent et Qurğonteppa. Le débouché qu'offrent les organisations étrangères et les ambassades est également une option souvent saisie, par les Ouzbeks et les Tatars notamment.

La société reste donc fragmentée puisque les Pamiris comme les minorités nationales ne sont pas réellement intégrés à la nation. Soulignons toutefois qu'une évolution positive vers une meilleure intégration au sein des Tadjiks eux-mêmes se fait sentir dans les nouvelles générations : l'identification primordiale des étudiants (de 18-26 ans) interrogés ne se fait quasiment plus selon la règle du localisme, mais par rapport à l'identité ethnique⁶⁷. Cette donnée converge en partie avec le constat établi par Pulat Šozimov, selon lequel il existe une tendance au dépassement des loyautés infrarégionales et régionales parmi les « jeunes d'aujourd'hui, qui n'ont pas connu la guerre civile et surtout qui reçoivent une éducation occidentale »⁶⁸. Il faut toutefois rester prudent puisque, quand ils sont entre eux, les Tadjiks se distinguent toujours par leur région ou leur lieu d'origine, alors qu'ils s'identifient automatiquement comme Tadjiks par rapport aux autres nationalités du Tadjikistan.

En tout état de cause, identité à dominante ethnique et fragmentation de la société démontrent le difficile passage à une conception politique de l'identité, correspondant à l'abandon du terme *Tadjik* pour le terme *Tadjikistanais*, qui permet d'englober toutes les ethnies de la nation. Les autorités ne semblent pas encore prêtes à régler cette question, bien qu'elle révèle un problème de cohérence interne pour la conception de l'identité nationale.

⁶⁵ On remarquera cependant que le niveau du système de santé est très bas et que l'accès à la santé n'est garanti qu'à ceux, Tadjiks comme Tadjikistanais, qui peuvent payer.

⁶⁶ Beaucoup de marchands du grand bazar "vert" de Douchanbé (rus. *zelënyj bazar*) sont des Ouzbeks.

⁶⁷ 9 étudiants seulement s'identifient à leur lieu de naissance. 50 étudiants se sentent en premier lieu tadjiks et deux fois moins (24) tadjikistanais, ce qui reflète encore une fois la supériorité de l'ethnique sur le politique.

⁶⁸ Pulat Šozimov, interviewé le 30 mai 2006.

Quelle cohérence ? Tensions à propos du territoire et de la place de l'islam

Le critère de l'appartenance politique et nationale est largement minoritaire parce qu'intellectuels, étudiants et citoyens tadjiks sont attachés à une compréhension ethnique de l'identité, fondée sur la langue et la culture, mais dépassant le territoire, héritage de la politique des nationalités de l'époque soviétique. La discordance entre ethnie et territoire est flagrante. On retrouve ici l'ambiguïté de la politique officielle : une insistance sur l'appartenance politique territorialisée qui n'évacue pas complètement la solidarité ethnique entre Tadjiks et la douleur de voir Samarcande et Boukhara au sein du territoire ouzbékistanais. Tous les intellectuels (même s'ils observent un respect du "politiquement correct" dans leurs œuvres) et tous les citoyens interviewés ont rappelé ce fait avec une grande tristesse (plutôt qu'avec amertume). Seuls 28 étudiants estiment important d'être nés sur le territoire actuel du Tadjikistan. Les autres conservent une compréhension ethnoculturelle de l'identité⁶⁹ et n'excluent pas les Tadjiks nés en dehors des frontières nationales (notamment en Ouzbékistan et en Afghanistan). Les citoyens tadjiks définissent comme tadjiks ceux qui parlent la langue tadjike et qui connaissent la culture tadjike, quel que soit l'endroit où ils vivent (en Ouzbékistan, en Afghanistan ou en Russie). La différence entre nationalité et citoyenneté n'est pas toujours comprise parmi les étudiants, et le terme *tadjikistanais* très rarement utilisé dans leurs discours.

En miroir de la conception identitaire officielle, on retrouve chez les trois groupes le souci de singulariser la culture et la civilisation tadjikes tout en faisant référence à la civilisation persane⁷⁰. Toutefois la confusion règne quant à la différence entre les deux. Les avis sont partagés chez les intellectuels : la civilisation tadjike est, en effet, tantôt considérée comme équivalente à la civilisation persane – ce qui ne prend donc pas en compte le schisme religieux du XVI^e siècle – tantôt comme une branche de celle-ci, tantôt comme antérieure à elle. Les opinions des citoyens sont plus tranchées puisqu'elles la considèrent généralement comme une branche de la civilisation persane. 29 étudiants (pour la plupart en faculté d'histoire) sont du même avis, 43 pensent que ces deux civilisations sont identiques et 14 que la civilisation tadjike est plus ancienne. La deuxième incohérence concerne la place de l'islam dans l'identité. Officiellement, il n'est pas dit explicitement qu'un Tadjik est forcément musulman, et les autorités s'efforcent de présenter l'islam comme un marqueur identitaire parmi d'autres (comme le zoroastrisme et l'aryanisme). Il en va tout autrement dans les représentations de nos trois groupes-cibles qui considèrent que la religion

⁶⁹ La filiation biologique (« avoir des ancêtres tadjiks ») apparaît comme le facteur le plus important pour 67 étudiants. Viennent ensuite le critère de la langue (55 personnes) puis celui de la culture et des traditions tadjikes (44 personnes).

⁷⁰ 82 étudiants déclarent que l'on peut tout à fait parler de « civilisation tadjike » et pas seulement de civilisation persane.

musulmane tient une place essentielle dans l'identité. La plupart des écrivains et poètes interviewés – tout comme les simples citoyens tadjiks – ont du mal à concevoir un Tadjik non musulman. Il semble que l'héritage religieux, difficilement sauvegardé pendant la période soviétique, ait été transmis à la nouvelle génération puisqu'il en va de même pour les étudiants (seules trois personnes n'ont pas d'opinion). Si 36 étudiants seulement estiment qu'être tadjik signifie être musulman, une écrasante majorité (83 personnes) trouve qu'il est important d'être musulman pour se sentir tadjik. Seuls huit étudiants pensent que ce n'est pas important et ils comptent parmi les plus âgés (plus de 28 ans). Par extrapolation, il apparaît donc que l'enjeu identitaire sera de taille dans les années à venir, pour les autorités qui tentent de contenir la pression du PRIT en faveur de la réislamisation de la société⁷¹.

En dépit de ces deux contradictions internes, il faut toutefois souligner deux résultats positifs de la politique identitaire du gouvernement : la promotion de la langue tadjike et, dans une moindre mesure, l'attachement à la figure d'Ismoil Somoni.

À l'époque soviétique, la langue la plus communément parlée par les étudiants de Douchanbé⁷², à l'université et parfois à la maison, était le russe. Dix-sept ans après que le tadjik a été proclamé officiellement langue d'État, le tadjik est véritablement devenu la langue parlée par tous à Douchanbé, principalement du fait du départ massif des populations allochtones (Russes, Allemands, Coréens...) et de l'arrivée de nombreux Tadjiks en provenance des différentes régions du pays, suite à la guerre civile⁷³. Preuve en est que 85 étudiants disent rêver en tadjik et 88 le parler à la maison. Le russe est beaucoup moins usité : 51 étudiants disent le parler dans la vie courante et 30 à l'université.

Toutefois, cette dernière langue conserve un rôle véhiculaire et scientifique⁷⁴, même si elle est beaucoup moins utilisée et beaucoup moins bien maîtrisée par les enfants de l'indépendance. La culture russe

⁷¹ Ces deux stratégies opposées – sécularisation et réislamisation de la société – sont au cœur de la reconstruction de l'État, selon Pulat Šozimov, interviewé le 30 mai 2006.

⁷² Cette particularité a son importance car la capitale était très cosmopolite et russifiée, tout comme la ville principale du Nord, Khodjent (ex-Leninabad), ce qui n'était pas le cas des autres villes de province (ni évidemment des campagnes).

⁷³ Remarquons qu'il s'agit ici du tadjik "de la rue" et non pas du tadjik moderne élaboré par Sadriiddin Ajni. Cette langue-ci (et *a fortiori* le tadjik littéraire) n'est pas comprise par le peuple en général, en raison du faible niveau d'instruction, déjà à l'époque soviétique (comme le souligne Guissou Jahangiri) et surtout depuis l'indépendance, à cause de la baisse des moyens et du manque de personnel qualifié. Pour la période soviétique, cf. Jahangiri 1995.

⁷⁴ Comme nous l'avons vu, le tadjik n'a pas encore été développé comme langue scientifique. Aussi le russe est-il toujours utilisé dans les facultés de science à l'université (pour les cours, dissertations et soutenances de mémoire), d'après Muhiba Ākubova, interviewée le 16 mai 2006. Šahboz Kabirov, interviewé le 26 avril 2006, remarque néanmoins que les livres, les revues et les journaux scientifiques viennent aujourd'hui surtout d'Iran.

reste très influente, en raison de la faiblesse des médias⁷⁵ et des productions culturelles tadjiks (émissions télévisées et films notamment). Ainsi 76 personnes regardent la télévision et les films en russe ; 63 écoutent la musique en russe. 51 étudiants disent aussi lire la presse en russe (remarquons que les deux journaux les plus réputés pour la qualité de leurs informations et analyses, *Aziâ-plûs* et *Biznes i Politika*, des hebdomadaires, sont en langue russe). De plus, beaucoup d'étudiants préfèrent apprendre le russe en priorité plutôt que l'anglais (39 contre 25). Cela peut se comprendre dans la mesure où 600 000 Tadjiks officiellement – et vraisemblablement plus d'un million – ont émigré en Russie pour trouver du travail. Reste que l'influence et l'attrait de l'anglais se font sentir chez les jeunes, surtout s'ils veulent obtenir un emploi au sein des organisations étrangères très présentes au Tadjikistan.

D'autre part, le mythe de Somoni semble fonctionner puisque 64,4 % de la population y adhèreraient (Šozimov 2003, p. 176). Les Tadjiks aiment se faire photographier devant son monument, inauguré en 2000 sur la place rebaptisée du même nom, devant le Parlement – bien que son accès soit rendu assez difficile du fait de la proximité de l'avenue Rudaki et de la présence policière. Aussi Somoni pourrait-il paraître moins populaire au Tadjikistan que ne l'est Tamerlan en Ouzbékistan⁷⁶. Outre sa plus faible célébrité historique, il reste en concurrence, de fait, avec un certain Lénine. Alors que toutes les statues de Lénine ont été enlevées en Ouzbékistan, Somoni doit encore souvent partager l'espace visuel avec le père de la Révolution ; ce n'est plus vrai à Douchanbé depuis septembre 2008, mais cela reste particulièrement saisissant à Khodjent.

Si le bilan de la politique identitaire étatique n'est pas aussi brillant que ne l'espéraient ses promoteurs, c'est aussi parce que la mobilisation des esprits est freinée par la conjoncture économique et le manque de moyens engagés par le gouvernement.

La difficile mobilisation des esprits

La question de l'identité nationale est loin d'être prioritaire dans la société tadjikistanaise contemporaine. « Tout est éteint », déplore un ancien activiste de l'identité tadjike, exprimant ainsi l'indifférence qui règne actuellement pour le thème de l'identité nationale et de la langue, *a contrario* de ce qui avait émergé dans les années 1980.

⁷⁵ Sur les quatre chaînes télévisées, deux sont en russe et deux en tadjik (Toğikiston et TV Safina, qui était autrefois en russe). Les radios passent souvent au tadjik. Hormis la radio d'État (en tadjik), il existe quatre radios privées : *Aziâ-Plûs* est à moitié en russe et à moitié en tadjik, *Vatan* et *Ozodî* sont en tadjik, une autre radio est en russe.

⁷⁶ En Ouzbékistan, le monument de Tamerlan se situe au milieu d'un parc agréable et n'est pas gardé (du moins pas visiblement). Les jeunes mariés se font systématiquement photographier devant.



Statue de Roudaki dans le nouveau parc central.
Douchanbé, novembre 2010. Photographie de l'auteur



Statue de Somoni. Douchanbé, novembre 2010.
Photographie de l'auteur

Les raisons de la faible résonance de la thématique identitaire chez les citoyens sont d'abord politiques et économiques. La méfiance envers le pouvoir est grande, surtout depuis la guerre civile. Les gens savent bien qu'elle s'explique par la lutte pour les richesses et le pouvoir entre factions politiques. Après la fin du conflit, les élites dirigeantes ont paru surtout soucieuses de défendre des intérêts particuliers et ont été perçues comme corrompues. De plus, les difficultés économiques auxquelles fait face le pays depuis 1991 représentent un obstacle majeur à la reconstruction de l'identité nationale. La guerre civile a entraîné des pertes économiques très importantes : toutes les usines ont arrêté de fonctionner, les gens se sont retrouvés sans travail et obligés de partir en Russie. La préoccupation principale est de survivre au quotidien. Gagner de l'argent est plus important que de penser à son identité. Comme le souligne tristement Muhammadžon Šakuri, « l'identité nationale, le niveau de conscience sociale, la fierté nationale sont très faibles aujourd'hui, à cause de la guerre civile. Du coup, les gens pensent aujourd'hui d'abord à leur famille et à leur prospérité ». Certains⁷⁷ sont même totalement désabusés et avouent que leur patrie se trouve là où ils peuvent gagner leur vie... même s'ils restent attachés à leur sol natal.

Par conséquent, les citoyens ne peuvent guère être sensibles aux spots publicitaires télévisés censés susciter la fierté nationale en montrant un développement économique qui serait en marche (production de coton, compagnie aérienne...) ainsi que la beauté des paysages nationaux (montagnes, rivières, flore), mais qui n'apportent rien ou si peu en réalité aux Tadjikistanaïes. L'ironie et le mépris pour cette propagande sont de mise. Dans ces conditions, on comprendra également que le thème de la "civilisation aryenne" ait peu de prise sur les esprits. Pour l'heure, l'enseignement de cette thématique ne touche pas encore des générations entières, les gens ne voient pas en quoi elle pourrait changer leur quotidien et ne se sentent pas du tout aryens⁷⁸. Il est d'ailleurs légitime de s'interroger à ce propos sur la sincérité de certains hérauts de l'identité, alors que leurs conditions de vie dépendent des subsides obtenus du gouvernement, notamment lorsque des poètes affirment que le thème de l'aryanisme entre pleinement dans leur conception identitaire, qu'ils se sentent pleinement « Aryens » et même qu'ils sont, par exemple, « fille d'un Aryen, mère et grand-mère d'Aryens ». Dépendance vis-à-vis du pouvoir et engagement patriotique ne vont que trop bien ensemble, et l'audience n'est pas (toujours) dupe.

Le manque de soutien administratif et financier de la part de l'État pour illustrer l'histoire nationale, décrire et peindre le paysage national,

⁷⁷ C'est ce qu'affirme un écrivain rencontré à Douchanbé, ayant autrefois joué un rôle politique et souhaitant garder l'anonymat.

⁷⁸ Les étudiants sont officiellement censés étudier la "civilisation aryenne" en histoire. Parmi les étudiants interrogés par QCM, 85 en ont entendu parler et 63 l'étudient effectivement en cours d'histoire.

muséographe le folklore, composer les musiques nationales, manifeste également la relative faiblesse de sa politique identitaire. Faute d'investir davantage de fonds, les autorités se contentent souvent de slogans, disposés sur le bord des routes ou diffusés à la télévision. Ils vantent la qualité du climat, de l'air et de l'eau (alors que, de la plupart des robinets, celle-ci coule brunâtre et qu'elle apporte souvent des maladies comme le typhus et la tuberculose), l'unité retrouvée et l'engagement sur la voie du progrès. Cette habitude de recourir aux slogans est un héritage de l'époque soviétique et dénote la croyance qu'il suffit de décréter quelque chose pour que cela soit⁷⁹.

La lenteur de la réécriture des manuels scolaires, dont les auteurs sont choisis par concours parmi les intellectuels et professeurs spécialisés⁸⁰, s'explique en partie par l'insuffisance des financements. En effet, les auteurs ne peuvent pas toujours se consacrer pleinement à cette tâche : leur salaire et le système de prime accompagnant la mission spéciale confiée par le gouvernement s'avèrent insuffisants. De manière analogue, les artistes manquent de soutiens officiels et financiers. Les peintres, sculpteurs et écrivains subissent parfois des entraves administratives dans leurs activités. Ils doivent rechercher des financements étrangers. Ceci empêche la représentation, la description et l'illustration du paysage national, si importantes dans le processus de construction identitaire. C'est aussi un obstacle à la constitution d'une littérature populaire vivante, enracinée dans le sol national (Thiesse 1999, p. 133), qui devrait venir compléter les œuvres anciennes comme l'épopée du Shah Nameh écrite par Firdawsi entre la fin du X^e et le début du XI^e siècle.

L'insuffisance de moyens financiers se ressent également dans la faible activité des conservatoires d'art dramatique, des théâtres nationaux, des opéras et des musées, autant de lieux prestigieux dont la culture nationale a besoin pour s'exprimer (*ibid.*, p. 189). La vie culturelle reprend difficilement son cours depuis la fin de la guerre civile et cherche sa voie entre héritage russo-soviétique et contenu "national". À Douchanbé, des pièces de théâtre sont irrégulièrement jouées dans les théâtres Maïakovski, Lahuti et Padida. Il est vrai qu'il faut du temps pour renverser quelques tabous culturels, former une nouvelle génération d'acteurs et de danseurs, masculins et féminins. L'Opéra national propose, néanmoins, de plus en plus de concerts et de spectacles de danse. La muséographie est presque inexistante et les musées très peu nombreux, en dehors du célèbre musée des Antiquités, rénové depuis 2001, qui dispose d'un fonds archéologique plutôt riche et dont le clou est le Bouddha allongé⁸¹.

⁷⁹ Rustam Hajdarov, interviewé le 24 mai 2006.

⁸⁰ Šahboz Kabirov a ainsi été choisi par le gouvernement avec trois autres collègues pour écrire le manuel d'enseignement de l'alphabet arabo-persan destiné aux classes 4 à 7.

⁸¹ Le contraste est fort avec la grande pauvreté du musée d'histoire Behzod. On peut mentionner le petit musée Gurmindj, tenu par des Pamiris, qui présente la plus grande collection d'instruments de musique traditionnelle et organise de nombreux concerts de qualité.

Enfin, l'architecture nationale est trop limitée pour constituer un véritable patrimoine commun médiéval (*ibid.*, p. 146), du fait de la rareté de ces monuments et du manque de fonds pour les restaurer. Il y a bien des mausolées, des mosquées et des forteresses construits entre le XI^e et le XVI^e et disséminés dans plusieurs villes du pays comme Khodjent, Šaħrtuz, Ūrateppa, Ajni et Isfara, Vose et Ĥisor mais beaucoup ne sont que des vestiges ou sont en mauvais état. Tous les monuments modernes datent de l'époque soviétique⁸². À la différence de l'Ouzbékistan (musées et galeries d'art, nouveau Parlement dans le style néo-timouride), il n'y avait pas, jusqu'à récemment, de construction de nouveaux édifices publics pouvant s'inscrire dans l'héritage patrimonial. C'est toutefois l'ambition du Palais des Nations à Douchanbé, dont les travaux se sont achevés en 2008, et de la nouvelle bibliothèque nationale dont la réalisation a commencé en 2010.



Palais des nations.

Douchanbé, novembre 2010. Photographie de l'auteur

Conclusion

L'État et la nation au Tadjikistan ne coïncident pas. Le décalage est évident entre "nationalité" et citoyenneté, même si la mise en avant de l'ethnie dominante n'est inscrite dans aucun texte juridique. La question de la cohérence et de la capacité intégratrice de l'identité nationale est bel et bien posée. La conception ethnique et les références transnationales

⁸² À Douchanbé, ils sont répartis sur l'avenue Rudaki : l'Union des écrivains, l'Académie des sciences, la bibliothèque nationale Firdawsi, la Ćojhona Rohat, le Parlement et le Palais présidentiel...

entrent en contradiction avec le territoire et l'appartenance citoyenne. Alors que le gouvernement cherche à éluder la composante musulmane de l'identité tadjike (Šozimov 2003, p. 194), l'islam apparaît à la population comme un marqueur identitaire fondamental. *A contrario* de la version officielle, les Pamiris et les minorités nationales n'appartiennent que formellement à la nation et restent de fait en marge de la société. Ces réalités ne se traduisent pas, pour l'instant, par des tensions sociales et politiques dans une société encore traumatisée par la guerre civile et dont les priorités restent la survie et le développement économiques.

La réussite du projet de réconciliation nationale et de reconstruction de la communauté politique est néanmoins en jeu. La légitimité du pouvoir politique également. Aucune réconciliation nationale ne pourra vraiment fonctionner sans l'inclusion réelle des Pamiris. Aucune société politique homogène ne pourra non plus apparaître sans l'inclusion réelle des minorités nationales. L'assimilation de ces groupes, qu'ils soient "musulmans" ou *a fortiori* "européens", ne semble toutefois pas être envisagée par les autorités. Ces dernières mettent l'accent sur la réécriture des manuels et des programmes scolaires, la politique linguistique, la valorisation des ancêtres et des héros nationaux, tout en n'y allouant que de faibles financements. Le succès de l'entreprise de reconstruction de la communauté politique, souhaité par les agences d'aide présentes au Tadjikistan depuis les années 1990, dépendra également de la reprise de l'économie, d'une juste répartition des richesses et de l'évolution du régime politique. En effet, autoritarisme, factionnalisme et clientélisme encouragent le repli communautaire. La croissance des inégalités économiques et des injustices politiques fait, quant à elle, le lit non seulement de la réislamisation de la société mais aussi de la contestation islamiste.

Bibliographie

AKBARZADEH Shahram

1996 « Why Did Nationalism Fail in Tajikistan? », *Europe-Asia Studies* vol. 48 n° 7, pp. 1105-1129.

BLUM Alain & Catherine GOUSSEFF

1997 « Nationalité, groupes ethniques, peuples : la représentation des nationalités en Russie », in Jean-Louis RALLU, Youssef COURBAGE & Victor PICHÉ (ed.) *Old and New Minorities, Anciennes et nouvelles minorités*, Paris, INED, pp. 49-71.

CIMERA

2004 *Tajikistan : A Guide to the 2005 Parliamentary Elections. Elections guide*, Geneva.

DUDOIGNON Stéphane A.

1993 « Changements politiques et historiographie en Asie centrale : Tadjikistan et Ouzbékistan, 1987-1993 », *CEMOTI* n° 16, pp. 85-134.

- 1994a « Le renouveau politique en Asie centrale : l'Ouzbékistan et le Tadjikistan », *Nouveaux Mondes* vol. IV, pp. 129-151.
- 1994b « Une segmentation peut en cacher une autre : régionalismes et clivages politico-économiques au Tadjikistan », in Stéphane DUDOIGNON & Guissou JAHANGIRI (éd.), *Le Tadjikistan existe-t-il ? Destins politiques d'une nation imparfaite*, CEMOTI n° 18, pp. 73-129.
- FOURNIAU Vincent
1997 « La transition depuis 1992 : politique et institutions des États », *Notes et Études Documentaires* n° 6062-6063, Paris, La Documentation Française.
- HAUSER Markus – The Pamir Archive
2004 *The Pamirs. A tourist Map of Gorno-Badakhshan - Tajikistan*, Hintereg (Suisse), Gecko Maps.
- HORSMAN Stuart
1999 « Uzbekistan's involvement in the Tajik Civil War 1992-97: domestic considerations », *Central Asian Survey* vol. XVIII n° 1, pp. 37-48.
- INTERNATIONAL CRISIS GROUP
2001 *Tajikistan: An Uncertain Peace*, Asia Report n° 30, Osh-Brussels, ICG.
- JAHANGIRI Guissou
1995 « Les prémisses de la construction de l'identité nationale tadjike : 1929-1939 », in Mohammed-Reza DJALILI & Frédéric GRARE (éd.), *Le Tadjikistan à l'épreuve de l'indépendance*, Genève, IUHEI, pp. 29-54.
- KONDRAŠOVA Valentina
2008 « v Dušanbe iz Moskvy dostavlën pamâtnik Abuabdullo Rudaki » [La statue d'Abuabdullo Rudaki livrée à Douchanbé en provenance de Moscou], <http://www.asiaplus.tj/news/44/35938.html>, consulté le 3 juillet 2010.
- NEGMATOV N. N.
2003 « Kto takie Arijcy? » [Qui sont les Aryens ?], <http://www.centrasia.ru/newsA.php4?st=1072346400>.
- RAHMONOV Èmomali
2000-2002 *Tadžiki v zerkale istorii: ot Arijcev do Samanidov* [Les Tadjiks dans le miroir de l'histoire : des Aryens aux Samanides] t. 1-2, Londres-Douhanbé.
- ROWLAND Richard H.
2005 « National and Regional Population Trends in Tajikistan: Results from the Recent Census », *Eurasian Geography and Economics* vol. 46 n° 3, pp. 202-223.
- ROY Olivier
1993 « Sociétés musulmanes et régimes néo-soviétiques », *Les Cahiers de l'orient* n° 30, pp. 123-129.
— 1994 « Les élites politiques en Asie centrale », *Nouveaux Mondes* vol. IV.
— 1997 *La nouvelle Asie centrale ou la fabrication des nations*, Paris, Le Seuil.
— 2001 « Islam et politique en Asie centrale », *Archives de sciences sociales des religions* n° 115, pp. 49-62.

ŠOZIMOV Pulat

2003 *Tadžikskâ identičnost' i gosudarstvennoe stroitel'stvo v Tadžikistane* [L'identité tadjike et la construction de l'État au Tadjikistan], Douchanbé, Irfon.

THIESSE Anne-Marie

1999 *La création des identités nationales*, Paris, Le Seuil.

VOLKOV V., N. BUHARI-ZADE & U. ČERNOGAEV

2006 « Čto i komu hočet dokazat' È. Rahmonov kul'tiviruâ arijskuû ideû ? » [Que veut prouver È. Rahmonov en cultivant l'idée aryenne et à qui veut-il le prouver ?], <http://centrasia.org/newsA.php4?st=1136757840>.

ZAIROV Bahodur

2007 « V Dušanbe likvidiruût odin iz poslednih pamâtnikov Vladimiru Leninu » [L'un des derniers monuments dédiés à Vladimir Lénine disparaît à Douchanbé], <http://www.ferghana.ru/article.php?id=5475>, consulté le 8 février 2008.

Annexe

Intellectuels interviewés

BOBOBEKOVA Mehriniso, poétesse, interviewée à Douchanbé le 17 avril 2006.

BOBOMURODOVA Bahriniso, écrivaine membre de l'Union des écrivains, interviewée à Douchanbé le 8 mai 2006.

HAJDAROV Rustam, sociologue, directeur de la Fondation Friedrich Ebert Stiftung à Douchanbé, interviewé le 24 mai 2006.

HOMID Ojša, philologue, vice-directrice de la Fondation de la langue, interviewée à Douchanbé le 23 avril 2006.

KABIROV Šahboz, philologue, directeur des chaires de langues et de littératures de l'Université, interviewé à Douchanbé le 26 avril 2006.

ŠAKURI Muhammadžon, sociolinguiste, académicien et ancien membre du mouvement *Rastokhez*, interviewé à Douchanbé le 18 avril 2006.

ŠOZIMOV Pulat, directeur de recherche à l'Institut de Philosophie, interviewé à Douchanbé le 30 mai 2006.

ÂKUBOVA Muhiba, professeur, chaire de biochimie à l'Université nationale d'État, interviewée à Douchanbé le 16 mai 2006.

Résumé

Cet article propose un état des lieux de la production identitaire dans le Tadjikistan ex-soviétique. La guerre civile qui ensanglanta le pays entre 1992 et 1997 conduit à s'interroger sur les fondements de la communauté politique au Tadjikistan, tant sur ceux hérités de la période soviétique que sur ceux que les gouvernements successifs s'efforcent de (re)créer et renforcer. Comment se décline le projet identitaire et politique national ? Dans quelle mesure représente-t-il un facteur d'intégration et de cohésion efficace dans une société

multiethnique, marquée à la fois par le localisme identitaire et des référents identitaires transnationaux, et où l'islam se pose comme marqueur identitaire fondamental ? Cet article répond à ces questions en confrontant la conception identitaire des autorités aux représentations identitaires des citoyens, recueillies à partir d'entretiens personnalisés et de questionnaires.

Abstract

The Construction of Identity in Post-Conflict Tajikistan: an Overview

This article presents an overview of the construction of identity in post-Soviet Tajikistan. The civil war that brought bloodshed to the country between 1992 and 1997 leads to a questioning of the very foundations of the political community in Tajikistan, those inherited from the Soviet period as much as those that successive governments have striven to (re)create and foster. What are the grounds of the national political and identity project? To what extent is it a factor for integration and effective cohesion in a multiethnic society characterized by identity localism and transnational identity referents and in which Islam figures as a key identity marker? This article addresses these questions by comparing the identity construct of authorities with the identity representations of citizens collected on the basis of personalized interviews and questionnaires.

Mots-clés : identité nationale, État, nation, nationalisme, minorités nationales, islam, aryanisme, Tadjikistan.

Keywords: national identity, state, nation, nationalism, national minorities, Islam, Aryanism, Tajikistan.